



NATIONS UNIES
DJIBOUTI

ANALYSE COMMUNE PAYS : DJIBOUTI

EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES A
DJIBOUTI

DECEMBRE 2021

Le présent document est la propriété exclusive du Système des Nations Unies à Djibouti.
Ce document est à usage interne uniquement et ne peut être utilisé ou reproduit.

L'utilisation de l'image sur la couverture a été autorisée par la Société de Gestion du Terminal à Conteneurs de Doraleh (SGTD)

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	I
INTRODUCTION	V
1. CONTEXTE DU PAYS	1
2. MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030	5
A. Vision Djibouti 2035 et le Plan National de Développement 2020-2024.....	5
B. Mécanismes institutionnels de planification, suivi et évaluation	6
C. Revue globale des progrès de Djibouti pour l'atteinte des ODD.....	7
D. Personnes – diagnostic social	9
E. Prospérité – diagnostic économique	12
F. Planète – diagnostic environnemental	16
G. Paix – diagnostic de la gouvernance	18
H. Partenariats – diagnostic des moyens de mise en œuvre.....	20
3. NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE	22
A. Les femmes et les filles	22
B. Les enfants en milieu rural	23
C. Les populations rurales, nomades et agro-pastorales	24
D. Les jeunes et les adolescents	25
E. Les migrants	25
F. Les réfugiés et les demandeurs d'asile	26
G. Les populations vivant dans des bidonvilles ou logements précaires	27
H. Les personnes vivant avec un handicap	27
I. Les personnes vivant avec le VIH	28
4. ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX POUR LES DROITS HUMAINS	29
5. FINANCEMENT DES ODD	32
6. DYNAMIQUES REGIONALES	34
7. RISQUES	37
A. Une déstabilisation régionale accrue.....	37
B. Le manque de diversification économique	38
C. Des changements climatiques irréversibles et non anticipés	39
8. CONCLUSIONS : DEFIS TRANSVERSAUX ET ACCELERATEURS POUR LE DEVELOPPEMENT	41
ANNEXE A : APERÇU DES INDICATEURS ODD RENSEIGNES.....	1
ANNEXE B : LISTE DES ACRONYMES	1

RESUME EXECUTIF¹

La République de Djibouti a une population estimée de 989 115 habitants en 2020 pour une superficie de 23 200 km². Depuis son indépendance, elle a été un pôle de stabilité au cœur de la Corne de l'Afrique où l'instabilité politique, sécuritaire et socio-économique régionale, les flux importants de populations en mouvement, les aléas climatiques, et l'augmentation de la criminalité internationale, sont des sources de préoccupations importantes. Le pays connaît souvent des périodes de sécheresse et d'inondations cycliques, exacerbées ces dernières années par les effets du changement climatique, qui engendrent le déplacement croissant des populations vers des zones périurbaines, d'où l'augmentation de la malnutrition et de la pauvreté extrêmes pour les populations rurales et nomades. De plus, le pays accueille des réfugiés, des personnes déplacées, ainsi que des migrants et a été un des premiers pays à adopter le Pacte Mondial pour les Réfugiés et le Pacte Mondial pour la Migration, gage de sa politique d'inclusion et de solidarité envers les migrants et réfugiés.²

L'économie djiboutienne s'appuie sur des atouts naturels et des orientations stratégiques ambitieuses. Djibouti possède plusieurs ports en eaux profondes et jouit d'une place stratégique lui permettant d'être un hub logistique vital pour les échanges commerciaux internationaux. Situé à proximité de certaines voies maritimes des plus fréquentées au monde, au carrefour de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, elle abrite cinq bases militaires étrangères. Le pays dispose également d'un riche écosystème pour promouvoir les économies verte et bleue en misant sur ses sites touristiques, en tirant partie des activités de pêche et en développant les énergies renouvelables. Une plateforme logistique et portuaire ultra-moderne dessert

le grand voisin éthiopien et une infrastructure de câbles sous-marins donne au pays le potentiel nécessaire pour jouer un rôle de premier plan dans les télécommunications régionales.

La croissance du PIB a été estimée à environ 7% entre 2015-2019, en raison de la normalisation de la situation avec l'Éthiopie et d'importants investissements dans les infrastructures qui ont été mis en place au cours des dernières 10 années. L'impact de la pandémie de la COVID-19 a été significatif sur l'économie en 2020 malgré le maintien d'un niveau d'activité relativement satisfaisant de la zone franche, du commerce avec l'Éthiopie et du secteur des télécommunications. 2021 a vu une reprise importante de l'économie et le taux de croissance économique de Djibouti devrait retrouver les niveaux prépandémie à partir de 2022. Excepté l'impact COVID-19, le pays a fait face à un ralentissement des activités portuaires, le principal secteur économique, à cause des effets néfastes de la crise éthiopienne qui a entraîné une baisse importante des échanges commerciaux. Si la croissance a ralenti à 1.2% en 2020, elle devrait s'accélérer en 2021 et s'établir en moyenne à 6.2% en 2022, grâce au rebond des réexportations dans les zones franches et au redressement de l'activité et des exportations dans les services de transport, de logistique et de télécommunications vers l'Éthiopie³. Cependant, Djibouti reste exposée aux répercussions d'une possible chute de l'activité économique en Éthiopie à cause du conflit interne, qui pourrait entraîner une baisse de la demande de ce partenaire commercial privilégié.

De nouveaux investissements en cours devraient consolider la relance économique et générer de nouveaux emplois. Il s'agit de la construction d'un chantier naval qui renforcera

¹ Les données mentionnées dans le résumé exécutif sont extraites du corps du Rapport, où on peut donc retrouver leurs sources

² Djibouti étant le seul pays de la région MENA à avoir accepté d'accueillir les réfugiés yéménites sur son sol.

³ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/djibouti/overview#1>

la position concurrentielle des ports de Djibouti, d'un nouveau terminal pétrolier et sa raffinerie dans le port de Damerjog, d'une nouvelle Zone Franche de 30 km² pour les industries légères, une cimenterie et de nouveaux équipements hôteliers.

La finalisation du parc éolien d'une capacité installée de 60MW et d'une ferme solaire de 30MW est prévue pour 2022.

Dans ce contexte, le Gouvernement a adopté en 2014 un plan stratégique sur le long terme appelé « Vision Djibouti 2035 » qui souhaite faire de Djibouti un pôle économique, commercial et financier régional et international, permettant un triplement du revenu par habitant à l'horizon 2035 et une nette amélioration des indicateurs sociaux.

Les fruits des investissements majeurs en infrastructures portuaires, ferroviaires et routières modernes et de la croissance économique impressionnante ont transformé le pays et l'ont positionné comme plateforme économique régionale du commerce. Mais, les retombées ne se font pas encore suffisamment sentir pour la grande majorité de la population étant donné une pauvreté de 35,8%, un taux de malnutrition aigüe de 17%, un chômage (15-59 ans) de 27,5% et un analphabétisme d'environ 40% de la population. Le plan quinquennal en cours « Djibouti ICI 2020-2024 » (Inclusion, Connectivité et Institutions) reconnaît ces défis. En parallèle avec les objectifs de développement économique en ligne avec la Vision 2035, le plan vise le développement du capital humain et la consolidation du système de protection sociale pour les groupes vulnérables, l'intégration des régions grâce à une meilleure connectivité sur le territoire et notamment avec les activités économiques de la capitale, ainsi que le renforcement des institutions nationales. Pour la première fois, le plan est aligné explicitement sur l'Agenda 2030 pour le développement durable, et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il prend également en compte l'impact socio-économique de la crise sanitaire COVID-19 et inclut les mesures pour faire face aux défis long terme que la pandémie a posé.

A la veille de la présentation de son premier Examen National Volontaire (ENV) sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable à l'ECOSOC en juillet 2022, un bilan rapide des avancées montre des progrès importants vis-à-vis de la réduction de la pauvreté dont le taux a baissé de 40,8% à 35,8% entre 2013 et 2017, la mise en place d'un système de protection sociale plus robuste et une réduction importante de la mortalité maternelle et infantile. Les indices sont les plus bas de la région de la Corne de l'Afrique. Dans le domaine de l'éducation, le taux brut de scolarisation pour le primaire et le secondaire ont augmenté considérablement, à environ 80%, mais l'abandon scolaire (notamment pour les filles) se fait sentir au niveau du secondaire.

Malgré ces progrès, la forte croissance économique au cours des dernières années n'a pas suffisamment réduit les inégalités socio-économiques entre la ville de Djibouti, qui abrite 70 % de la population, et les régions. C'est dans les régions (Obock, Dikhil et Ali Sabieh) où le problème structurel de l'insécurité alimentaire persiste, dû essentiellement à la faiblesse de la production agricole, ainsi que les retards de croissance pour les enfants de moins de 5 ans. Sous l'effet des changements climatiques, la sécheresse et la rareté de l'eau menacent la vie agropastorale et poussent la population rurale vers la ville de Djibouti. La population est relativement jeune - 57,5 % à moins de 30 ans - mais la croissance démographique s'est ralentie ces dernières années. Une économie à deux vitesses et la proportion importante de jeunes sur le marché de travail expliquent le taux de chômage élevé, notamment parmi les jeunes et les femmes. Le taux de chômage entre 15-34 ans est de 57,4 % pour les jeunes hommes et est de 75,5 % pour les jeunes femmes. Les emplois dans le secteur public constituent environ la moitié du total des emplois formels, ce qui montre que le modèle économique basé sur les infrastructures portuaires et les services associés génère peu d'emplois pour les Djiboutiens dans le secteur privé.

Le pays dispose d'opportunités de développement encore inexploitées. Il s'agit notamment de l'économie bleue, l'économie

digitale et le tourisme. Les différentes régions du Nord, Ouest et Sud ont des avantages comparatifs permettant d'établir les bases d'une économie diversifiée bénéficiant d'une population relativement jeune et bien connectée. Dans ce cadre, le potentiel de Djibouti en matière d'énergies renouvelables, notamment géothermique, éolienne et solaire constitue un levier important de développement et diversification économique notamment en région. Cette diversification des sources de croissance rendra le modèle économique de Djibouti plus durable et moins dépendant des pays voisins.

Concernant la participation des femmes dans la vie civique et politique, des progrès importants ont été constatés, avec 26% de femmes-parlementaires, 32% d'élues au niveau communal et 32% de femmes dans l'administration publique. Les femmes sont très présentes dans la justice avec un nombre important de femmes juges et procureurs au sein du parquet et des différents tribunaux, de la Cour d'Appel et de la Cour Suprême.

Au niveau international, Djibouti se distingue par ses engagements en faveur des réfugiés et des migrants, dans le cadre de l'action globale pour les réfugiés (CRRF) et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le pays accueille un nombre croissant de réfugiés échappant aux conflits et à l'insécurité dans la région (Yémen, Somalie) ainsi que ceux subissant l'impact du réchauffement climatique sur le mode de vie agro-pastoral. Djibouti a promu en 2017 un cadre légal favorable à l'inclusion des réfugiés dans les services publics ; néanmoins, la mise en œuvre se fait très progressivement. En outre, son territoire est un point de passage important pour les migrants de la région du fait de sa localisation sur les rives de la mer Rouge et du Golfe d'Aden. Des milliers de migrants transitent par le pays à pied, en bus ou dans d'autres types de véhicules afin de traverser le Golfe d'Aden et de se rendre en Arabie Saoudite à la recherche de meilleures opportunités économiques. Le nombre de migrants qui traversent vers la péninsule arabique a dépassé le nombre de ceux qui traversent la Méditerranée au cours des dernières années.

La Covid-19 a accentué les faiblesses structurelles du système de Santé et la vulnérabilité de certaines couches de la population, qui sont au chômage ou travaillent dans le secteur informel sans couverture par les assurances maladie. La diminution des activités portuaires au cours de 2020 du fait de la pandémie a entraîné une chute de la croissance économique de 7,5% en 2019 à 1,2% en 2020, avec un impact considérable sur les recettes fiscales et la dette publique (estimée à 68% du PIB en 2019 et à 72,9% du PIB en 2020).

Sur le plan des droits humains, Djibouti a ratifié la quasi-totalité des conventions et traités internationaux et a progressé dans le rapportage de certains de ces instruments, concernant notamment les droits de l'enfant et la discrimination à l'égard des femmes. La plupart des recommandations de l'Examen Périodique Universel de 2018 ont été acceptées et des efforts sont en cours pour leur application.

Certains groupes spécifiques de la population sont en situation de vulnérabilité, soit par rapport aux inégalités ou à la discrimination, et sont considérés « laissés pour compte ». Il s'agit des femmes qui ont structurellement plus de difficultés pour s'intégrer dans la vie économique que les hommes, notamment dans le secteur privé. Leur taux d'alphabétisation et de scolarisation est généralement moins élevé que celui des hommes. Elles sont encore l'objet de violences, en particulier la violence domestique et les pratiques néfastes des mutilations génitales féminines (MGF) continuent, surtout en milieu rural, malgré leur criminalisation par le Code Pénal en 1986 et la forte volonté politique d'éradiquer ces pratiques. Les enfants en milieu rural sont particulièrement vulnérables en raison du défaut nutritionnel important et du faible accès aux services de base. 42,3% des enfants de moins de 5 ans en milieu rural accusent des retards de croissance. La population nomade et agro-pastorale subit les conséquences directes des changements climatiques sur un environnement déjà très fragile, qui met beaucoup de pression sur les moyens de subsistance à cause de la rareté de l'eau et la désertification croissante. Les jeunes

éprouvent de grandes difficultés à pénétrer le marché du travail formel et se retrouvent parmi les catégories de personnes laissées pour compte : 57,4% des jeunes hommes entre 15-34 ans et 77,5% des jeunes filles sont au chômage, et en règle générale, le taux de chômage est plus accentué en milieu rural qu'urbain. Bien qu'une grande différence de traitement en droit existe entre les migrants et les réfugiés à Djibouti, ils font tous face à des inégalités en termes d'accès aux services et aux opportunités de travail et résident souvent dans des logements précaires. Les personnes atteintes de VIH Sida ou dans une situation de handicap constituent également des groupes de personnes qui risquent d'être laissées pour compte.

Les actions pour l'atteinte des ODD sont principalement financées à travers les Investissements Directs Etrangers, le budget de l'Etat et l'aide publique au développement, avec une contribution relativement faible du secteur privé. La réalisation des promesses de l'Agenda 2030 requiert, cependant, une augmentation substantielle de l'engagement des différents partenaires, notamment les investissements au niveau décentralisé. En comparaison avec d'autres pays de la Corne d'Afrique, le niveau des investissements et de l'aide publique au développement par habitant est relativement élevé, ce qui pose la question de l'efficacité, l'effet de revers et la rentabilité des investissements. Le rythme de croissance, soutenu par les investissements étrangers et l'endettement, semble dépasser celui des réformes institutionnelles. Le système de l'éducation et de la formation professionnelle n'est pas encore suffisamment adapté pour fournir les compétences requises par le développement croissant de l'économie, surtout pour offrir les opportunités de carrière aux jeunes cadres djiboutiens. Les régions en dehors de Djibouti sont peu intégrées et peu interconnectées pour pouvoir profiter du moteur économique du port et de ses services associés. Les secteurs économiques sont insuffisamment ouverts à la concurrence et encore dominés par les monopoles et les entreprises étatiques. Les efforts consentis ces dernières années pour renforcer la protection sociale des plus

vulnérables et le désenclavement des régions sont encourageants.

En plus de ces risques internes, plusieurs risques externes existent et pourraient impacter le développement durable à Djibouti. Ainsi, à l'heure où le grand voisin est secoué de conflits internes, la posture de Djibouti centrée autour d'une économie de transit pour l'Ethiopie, qui avait permis son décollage économique, se révèle être un atout à double tranchant. Une déstabilisation régionale accrue, le manque de diversification économique et les changements climatiques irréversibles et non anticipés, sont autant de risques réels et à l'impact potentiel grave.

Sur la base de l'examen de mise en œuvre des ODD et l'analyse des personnes laissées pour compte, l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti estime que les défis transversaux les plus pressants sont les suivants :

- (i) L'accès à l'éducation inclusive, de qualité et son adéquation avec le marché du travail
- (ii) La création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes
- (iii) L'adaptation aux changements climatiques et la gestion de l'accroissement des risques sur la population agro-pastorale
- (iv) Les inégalités territoriales, notamment socio-économiques
- (v) La capacité institutionnelle pour assurer la transparence, la redevabilité et la protection des personnes vulnérables
- (vi) L'accès aux services de santé de qualité

Ces défis, qui sont également au cœur du Plan National de Développement Djibouti ICI, sont étroitement interconnectés et interdépendants, et les politiques et stratégies de développement durable demandent donc des approches intersectorielles et concertées. Cette analyse commune du Système des Nations Unies formera la base du Cadre de Coopération avec la République de Djibouti.

INTRODUCTION

L'analyse commune de pays reflète la position conjointe du Système des Nations Unies sur la situation de développement à Djibouti, vue sous le prisme du Développement Durable. Elle est le résultat d'un processus de revue des analyses secondaires et d'une large consultation auprès des agences onusiennes mais aussi des partenaires gouvernementaux, de la société civile, du monde académique, des centres de recherche, des partenaires techniques et financiers et du secteur privé. Le document a bénéficié de l'expertise des agences, fonds et programmes des Nations Unies ainsi que de la Commission Economique pour l'Afrique à Addis-Abeba et des institutions financières internationales, en particulier la Banque Mondiale. Les travaux d'analyse ont été menés par la Task Team, composée des membres seniors ainsi que des experts thématiques au sein des agences onusiennes. Sur la base du guide méthodologique adopté par l'Equipe Pays, la Task Team a élaboré quatre diagnostics approfondis sur le secteur social, l'économie, l'environnement et la gouvernance à Djibouti. Une consultante internationale a été recrutée pour appuyer les consultations avec les différents secteurs gouvernementaux, société civile, secteur privé et les personnes vulnérables ; entre autres les migrants, réfugiés, femmes rurales, personnes handicapées et communautés de pêcheurs artisanaux. Ces consultations ont complété la revue des analyses secondaires des personnes laissées pour compte, qui sont celles identifiées comme subissant des vulnérabilités et/ou des inégalités. Les conclusions de ce bilan ont été établies et confirmées par l'ensemble des agences résidentes et non-résidentes de l'Equipe Pays des Nations Unies à Djibouti lors d'un atelier de réflexion stratégique approfondie « deep dive », qui a permis une appropriation de l'analyse commune pays au niveau technique et managérial.

Au commencement de la Décennie d'Action pour accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD, cette analyse a été encadrée par les principes directeurs en matière de Droits Humains, Equité, Genre et Autonomisation des Femmes, Résilience et Durabilité et Redevabilité, et dans l'optique principale de ne laisser personne de côté. Elle se veut une compréhension commune de l'état d'avancement des Objectifs de Développement Durable, notamment les défis transversaux pour réaliser la vision transformative de l'Agenda 2030 avec ses dimensions socio-économiques et environnementales. Cette analyse a également identifié les différents facteurs de blocage et les accélérateurs qui permettront des progrès rapides et durables au niveau des défis identifiés.

L'élaboration de cette Analyse prend en compte l'évaluation de l'impact socio-économique de la crise sanitaire de la Covid-19, qui a été réalisée par le Gouvernement de la République de Djibouti et rendue public en décembre 2020. Ce travail, effectué dans l'esprit de la Réforme des Nations Unies de 2019 comme une Analyse, et non plus comme une évaluation, informera l'extension du Cadre de Coopération actuel entre Djibouti et le Système des Nations Unies, jusqu'en 2024, aligné avec les priorités du Plan National de Développement « Djibouti ICI » 2020-2024. A travers ce Cadre de Coopération, l'ensemble des agences résidentes et non-résidentes se concentreront encore davantage sur les accélérateurs pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, pour un monde plus juste et équitable afin que personne ne soit laissé pour compte.

1. CONTEXTE DU PAYS

La République de Djibouti est l'un des plus petits pays d'Afrique, mais sa position géographique dans une région d'instabilité sécuritaire et politique lui a conféré un haut intérêt des grandes puissances étrangères. Porte d'entrée et de sortie principale des échanges commerciaux de l'Ethiopie, Djibouti a une importance inestimable pour le pays voisin qui représente le *powerhouse* de la Corne de l'Afrique - de par sa taille démographique et par ses richesses naturelles. Depuis le 19^{ème} siècle, Djibouti et les côtes de la Corne de l'Afrique ont joui d'un intérêt particulier pour les pays européens en quête d'accès aux ressources de l'Afrique continentale. Après l'ouverture du Canal de Suez, l'importance géostratégique de la mer Rouge est indéniable et la sécurisation d'une des plus importantes routes maritimes dans le monde, qui passe par le détroit de Bab el-Mandeb, situé entre le Yémen et Djibouti, devient un objectif géopolitique des puissances mondiales. Pôle de stabilité dans une région turbulente, l'ancien Territoire Français des Afars et Issas a été un des derniers pays à gagner son indépendance sur le continent africain le 27 juin 1977, après une présence française de 115 ans sur ses terres. Aujourd'hui, sa place stratégique à l'entrée du Bab el-Mandeb est confirmée par la présence de 5 bases militaires étrangères (France, Etats-Unis, Italie, Chine et Japon) ainsi que les forces *Atalanta* de l'UE que Djibouti a abritées dans le cadre de la lutte contre la piraterie et la sécurisation des routes maritimes, mais aussi pour assurer sa propre sécurité à travers l'accord de défense qui existe entre la France et la République de Djibouti depuis la création de ce jeune Etat. Les pays du Golfe ont également reconnu l'intérêt stratégique de ce pays. L'accroissement de la présence

internationale montre que Djibouti a réussi à consolider le principe de pôle de sécurité en poursuivant activement sa diplomatie de paix et de stabilité, sur le plan politique et militaire. Djibouti participe activement à la mission de paix de l'Union Africaine en Somalie ainsi que dans les missions onusiennes en République Centrafricaine et en République Démocratique de Congo⁴.

La présence de plusieurs ports en eaux profondes (DCT, Horizons et DMP) est un autre atout important qui a attiré des investisseurs - notamment arabes et chinois ; Cette plateforme portuaire est considérée par Djibouti comme le Phare de la mer Rouge, une plaque tournante pour le transport et logistique entre les régions africaines, arabe et asiatique.

Située dans une région instable, Djibouti a été depuis des décennies le pays d'accueil des réfugiés de l'Ethiopie, de la Somalie, du Yémen et de l'Erythrée. De surcroît, les flux migratoires des pays voisins qui transitent par Djibouti ont toujours bénéficié des bras ouverts de ce pays, et en résulte une *population flottante*, c'est à dire de migrants en situation irrégulière et personnes non documentées, estimée à 150 000 personnes. En outre, plus de 100 000 migrants (principalement éthiopiens) transitent par Djibouti chaque année en départ vers ou de retour de la péninsule arabique. La majorité des migrants traversent les zones désertiques de Djibouti afin de se rendre dans la ville d'Obock. Ils se rendent ensuite dans des points d'embarcation le long de la côte à partir desquels ils traversent le détroit de Bab El Mandeb et se rendent au Yémen. Depuis 2017, leur nombre a dépassé celui des migrants qui traversent la Méditerranée vers l'Europe⁵. Malgré le nombre important de réfugiés, de migrants en transit et de

⁴ Djibouti est le troisième pays contributeur de troupes à AMISOM. 35 militaires/FPU de Djibouti font partie de la MONUSCO et de la MINUSCA

⁵ Selon les estimations du HCR et OIM, 346 000 personnes ont traversé la Méditerranée entre 2018-2020 contre 400 000 personnes pour le détroit Bab el Mandeb.

population flottante à Djibouti et son impact sur les services sociaux, Djibouti a été un des premiers pays à adopter le Pacte Mondial sur la Migration et le Cadre d'Action Global pour les Réfugiés. Afin de contribuer à la stabilité de la région, Djibouti a été un des pays fondateurs de l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement (IGAD), créée en 1986, qui regroupe les sept pays de la sous-région. L'intégration régionale a toujours été un des objectifs de la politique extérieure de Djibouti, et le Président Ismail Omar Guelleh, n'a épargné aucun effort pour garder de bonnes relations avec les pays de la Corne. Etant donné que les deux populations principales à Djibouti, les Afars et les Issas, gardent des liens socio-culturels ancestraux en Ethiopie, en Erythrée et en Somalie, le pays reste fortement tributaire des événements dans ces trois Etats, avec lesquels il essaie de maintenir des liens très étroits. Ceci explique le rôle de médiation que Djibouti a joué dans la résolution du conflit somalien avec l'organisation de la Conférence Nationale pour la Paix en Somalie, à Arta début 2000, qui a abouti à la formation d'un nouveau Gouvernement National de Transition et qui a permis l'installation de la force de stabilisation de l'Union Africaine, AMISOM, en Somalie.

Grâce à une politique de partage du pouvoir entre les différentes populations et aux anciennes traditions de concertation entre les ethnies qui résident dans le pays, Djibouti a conservé une grande stabilité politique. Les Afars et Issas somalis représentent les deux ethnies les plus importantes mais Djibouti a aussi des sous-clans somalis Issaq et Gadaboursi, descendants des régions du Somaliland et une minorité importante d'arabes, d'origine yéménite. Après l'Accord-cadre de Réforme et de Concorde civile signé le 07 février 2000, qui a permis de revoir le cadre de partage du pouvoir, et la création de l'Union pour la Majorité Présidentielle en 2003, regroupant les deux principaux partis politiques du pays RPP et FRUD, la stabilité politique a régné et la

cohésion sociale a généralement dominé les relations entre les diverses communautés.

Comme les autres pays de la Corne de l'Afrique, Djibouti a une population jeune avec 57% des habitants ayant moins de 30 ans, ce qui représente une opportunité mais pose aussi des défis par rapport au système de santé et d'éducation, ainsi que l'absorption dans le marché du travail formel, qui reste d'une taille assez réduite. Mais la croissance nette de la population a beaucoup ralenti selon les annuaires statistiques officiels⁶ avec une diminution substantielle du taux de croissance démographique nette, qui a régressé de 2,8% en 2012, à seulement 1,3 % en 2020. Ces données ne sont que des estimations ; le dernier recensement général de la population datant de 2009.

Le taux de croissance économique d'environ 7% entre 2015-2019, grâce à une conjoncture régionale favorable, et le niveau relativement élevé du PIB par habitant (le plus élevé de la région IGAD et comparable avec celui de la Tunisie et l'Egypte) cache la réalité d'une économie fortement dominée par (i) les investissements en infrastructures et services portuaires, avec peu d'effet d'entraînement sur d'autres secteurs, ainsi que par (ii) les externalités générées par la présence des bases militaires étrangères. Ce contraste est très visible en dehors de la ville de Djibouti ou dans les bidonvilles aux alentours de la capitale, où les taux de chômage et de pauvreté sont très élevés (estimés à 4 fois la moyenne nationale). De plus, les investissements en infrastructures sont financés en partie par l'endettement extérieur, qui a augmenté de manière exponentielle au cours des dernières années et maintenant estimée à environ 76% du PIB.

La République de Djibouti ne manque pas de ressources naturelles : elle dispose d'un patrimoine marin et subaquatique qui se prête au tourisme et des ressources halieutiques presque inexploitées. L'évaluation de l'économie bleue à Djibouti, réalisée par la CEA, montre le potentiel et l'apport de l'économie bleue aux emplois et

⁶ http://www.instad.dj/assets/doc/Annuaire_Statistique_2021.pdf

au PIB⁷. Certes, les conditions climatiques hostiles, aggravées par les conséquences du réchauffement de la planète, y compris la multiplication des catastrophes naturelles, sont un obstacle majeur qui limitent les opportunités d'agriculture, d'où sa forte dépendance aux importations de céréales, fruits et légumes et une situation d'insécurité alimentaire structurelle. Mais, la présence du complexe portuaire moderne au carrefour de l'Asie et l'Afrique ainsi que la stabilité du pays devraient générer des externalités positives importantes au profit de toute la population. Les facteurs de blocage se trouvent notamment au niveau du manque de compétitivité et la faible productivité, causées par un coût de production très élevé et l'inadéquation entre l'offre éducative et la demande de compétences sur le marché de l'emploi. Une partie importante de l'électricité et des ressources hydriques est importée de l'Éthiopie, ce qui montre la dépendance énergétique actuelle. La finalisation des projets d'énergies renouvelables dans la géothermie et l'éolien diminuera cette dépendance et facilitera le respect des engagements pris dans les Contributions Nationales Déterminées pour réduire les émissions des gaz à effet de serre.

La crise de la Covid-19 a été relativement bien gérée par Djibouti avec proportionnellement peu de cas d'infections officiellement confirmés et peu de morts, mais les conséquences socio-économiques ont été importantes. Celles-ci ont été démontrées par l'évaluation de l'impact socio-économique, réalisée par le gouvernement djiboutien en décembre 2020, qui a mis en exergue la réduction de la croissance du PIB à 1.2% en 2020 contre 7,5% prévue avant Covid-19, et un ralentissement des investissements directs étrangers, qui ont mené à une perte d'emplois, touchant principalement la couche pauvre. La crise a également amplifié les faiblesses structurelles du système de santé, en termes de ressources humaines et d'accès aux services en zone rurale. Afin de limiter les

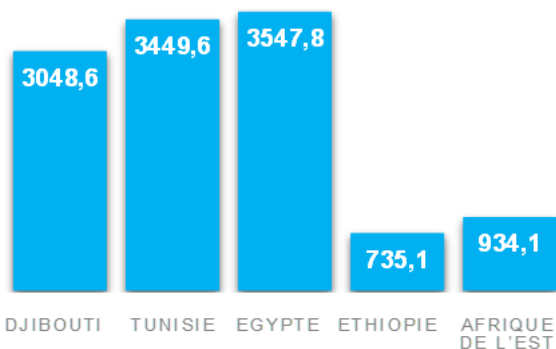
effets directs les plus graves sur la population vulnérable, le gouvernement a mis en place le Pacte National de Solidarité en avril 2020, qui a dégagé plus de 315 millions USD pour des mesures d'appui aux secteurs de santé, éducation ainsi que des transferts aux ménages les plus vulnérables. Afin d'épauler l'accélération de l'économie et d'accroître les investissements dans les secteurs stratégiques, le Gouvernement a mis en place en septembre 2020 le Fonds Souverain de Djibouti, qui est actif dans les secteurs comme l'énergie et les télécommunications. Conscient du risque d'un niveau d'endettement insoutenable, le Conseil national de la dette publique, organe de concertation et de décision, a été créé par décret présidentiel en 2021.

La prépondérance des valeurs traditionnelles de dialogue et de respect envers les autres dans la société djiboutienne a assuré la paix sociale mais celles-ci pèsent à contrario encore sur la continuation de pratiques néfastes comme la mutilation génitale féminine. Les femmes se consacrent majoritairement aux responsabilités au foyer et dominant dans le secteur informel. Dans la vie économique formelle, elles restent largement sous-représentées. S'agissant de la position politique de la femme, elle jouit d'une participation importante dans les instances de la vie civile et politique (23 % de femmes ministres, 26 % de femmes au Parlement dont une Vice-Présidente, représentation importante des femmes dans le secteur de la justice, y compris les juges jusqu'au niveau de la Cour Suprême). Malgré un réseau téléphonique cher, la population djiboutienne est relativement bien connectée avec 50 % de la population abonnée sur le réseau mobile, et une participation croissante sur les réseaux sociaux.

Les prochains chapitres examineront plus en détail les avancées socio-économiques de Djibouti pour atteindre les Objectifs de Développement Durable et identifieront les groupes vulnérables ou laissés pour compte.

⁷ Selon l'évaluation socio-économique et écologique de l'économie bleue à Djibouti, réalisée par la CEA (mai 2021), l'économie bleue

contribue aujourd'hui à près de 19% au PIB national et à 27% des emplois totaux.



PIB | En 2020 DJIBOUTI : 3 048.6\$

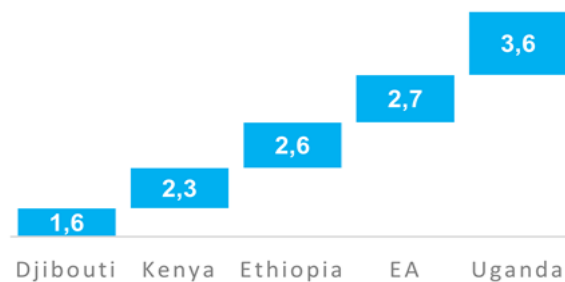
Le PIB par habitant (en USD) est le plus élevé de la Région Afrique de l'Est, comparable à celui des pays de l'Afrique du Nord.

Source : UN Data

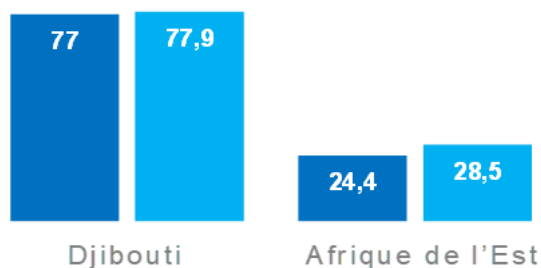


Croissance Démographique en 2020 (%) DJIBOUTI : 1.6%

La croissance démographique annuelle à Djibouti est relativement basse comparée à la moyenne de la région Afrique de l'Est.



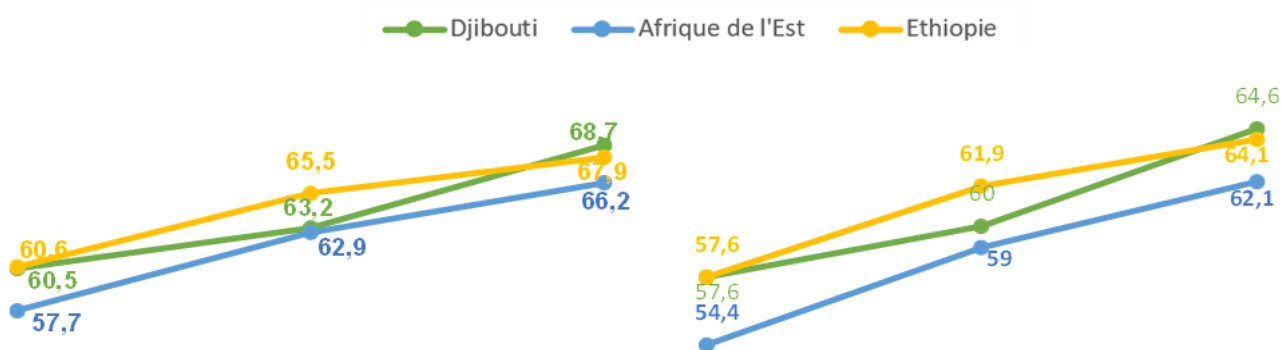
Source : UN Data



Population urbaine (%) DJIBOUTI 2010 → 2020

8 sur 10 Djiboutiens vivent en milieu urbain, nettement en dessus de la moyenne de la Région Afrique de l'Est.

Source : UN Data



Evolution de l'espérance de vie des Femmes DJIBOUTI 2010 → 2020 +8.2 années

L'espérance de vie des Djiboutien(ne)s est élevée comparée à la moyenne de la région Afrique de l'Est.



Evolution de l'espérance de vie des Hommes DJIBOUTI 2010 → 2020 +7 années

Source : UN Data



Mortalité Maternelle pour 100,000 naissances



Source : Banque Mondiale



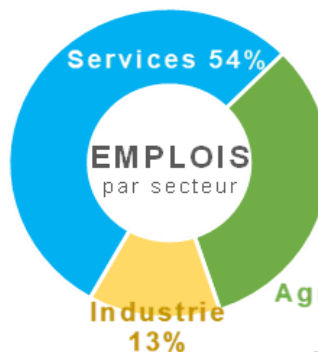
Mortalité Infantile pour 1000 naissances



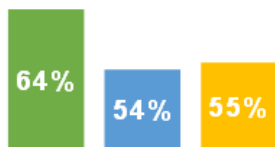
Source : UN Data

Baisse de la mortalité infantile et maternelle à Djibouti (2010-2020).

Cependant les chiffres restent bien au-dessus de la moyenne régionale (78) et la cible ODD 3 (70) pour la MM, et la cible nationale (25) pour la MI.



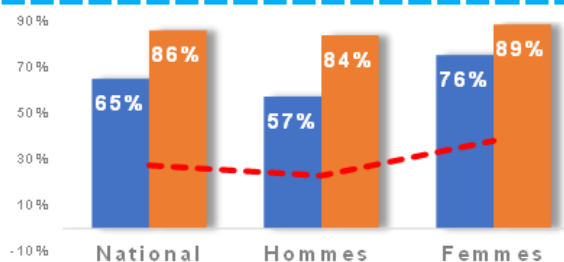
Source : UN Data



■ Djibouti ■ Afrique de l'Est ■ Ethiopie

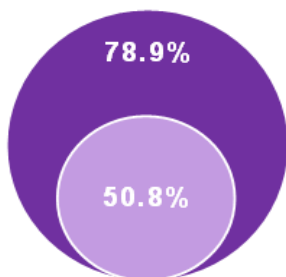


La population en âge de travailler (15 à 59 ans) est élevée à Djibouti.



■ Taux de chômage (15-34 ans)
■ Taux de chômage (15-24 ans)
--- Taux de chômage - Définition ILO (15-59 ans)

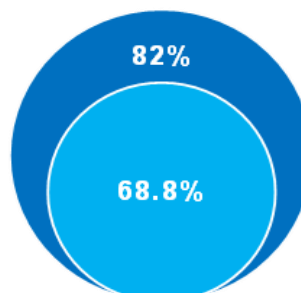
Source : INSTAD*



Taux de participation des femmes à la population active

DJIBOUTI : 50.8%

Inférieur à la moyenne de l'Afrique de l'Est (78.9%)



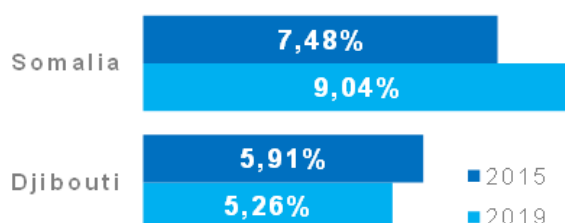
Taux de participation des hommes à la population active

DJIBOUTI : 68.8%

Inférieur à la moyenne de l'Afrique de l'Est (82%)

Source : UN Data

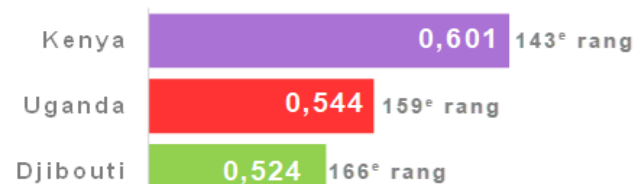
Investissements Directs Etrangers (IDE) (% du PIB)



Source : Banque Mondiale

Indice de Développement Humain (IDH)

Parmi les pays de l'IGAD, Djibouti est classé 3^e



Source : Rapport Développement Humain 2020

2. MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030

A. Vision Djibouti 2035 et le Plan National de Développement 2020-2024

A la veille de l'adoption des Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2030 par les Etats Membres des Nations Unies, Djibouti a lancé en 2014 sa vision à long terme à l'horizon 2035, dénommée 'Vision Djibouti 2035', l'instrument de planification du développement principal dans lequel s'inscrivent toutes les politiques et stratégies de développement durable. La Vision, qui a fait l'objet d'une large consultation nationale, a pour objectif général de faire de Djibouti le Phare de la mer Rouge, le Hub Commercial et Logistique de l'Afrique, et a été bâtie autour de 5 piliers :

- (i) Paix et Unité Nationale
- (ii) Bonne Gouvernance
- (iii) Economie Diversifiée et Compétitivité
- (iv) Consolidation du Capital Humain
- (v) Intégration régionale

Le premier plan quinquennal 2015-2019 – et l'équivalent du Plan National de Développement (PND) – qui opérationnalise la Vision 2035, était centré autour de l'accélération de la croissance et la promotion de l'emploi⁸, notamment à travers l'amélioration de la compétitivité, la réduction des coûts de production et le rôle croissant pour le secteur privé. Le deuxième PND quinquennal 2020-2024 a été lancé fin 2021, après une phase de consultation avec les différents Ministères et institutions nationales, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers, en particulier le PNUD, la CEA et la BM. Pour la

première fois, le Plan, dénommé Djibouti ICI⁹, fait une référence spécifique aux ODD et aux indicateurs nationaux adoptés par Djibouti et définit les priorités consolidées autour de trois axes et 11 programmes phares en tenant compte de la stratégie de relance de l'économie post-COVID-19 :

Inclusion : cet axe vise une meilleure répartition des retombées de la croissance à travers : a) Inclusion économique ; b) Inclusion financière ; c) Inclusion sociale et conditions de vie.

Connectivité : cet axe positionne Djibouti comme une plaque tournante de l'économie régionale et continentale à travers : a) Interconnexion entre les régions de l'intérieur et Djibouti-ville et l'aménagement harmonieux du Territoire ; b) Plateforme logistique et digitale pour un hub commercial et logistique de l'Afrique ; c) Infrastructures modernes de connexion au reste du monde et d) Consolidation de l'Intégration Régionale, et de Conquête des Marchés.

Institution : cet axe vise à renforcer les capacités institutionnelles grâce à une meilleure : a) Gouvernance administrative, économique et financière ; b) Gouvernance locale ; c) Gouvernance politique et judiciaire.

Le développement du capital humain, l'environnement, les changements climatiques, les énergies renouvelables, les stratégies socio-économique de réponse à la COVID-19 et à d'autres pandémies et le numérique sont mentionnés comme axes transversaux. La mise en œuvre du PND

⁸ Stratégie de la Croissance Accélérée et de la Promotion de l'Emploi SCAPE 2015-2019 : <https://economie.gouv.dj/scape-5/>

⁹ Le Plan National de Développement « DJIBOUTI ICI » 2020-2024 a été validé en Conseil des Ministres, en novembre 2021.

‘Djibouti ICI’ va nécessiter la réalisation d’un volume d’investissements évalué à 2 483 milliards DJF (14 milliards USD) dont 51% du financement est acquis et 49% est à rechercher.¹⁰

Le nouveau gouvernement qui a pris fonction en juin 2021, après la tenue de l’élection présidentielle qui a donné un nouveau mandat de cinq ans au Président Guelleh, a annoncé son souhait de continuer les efforts

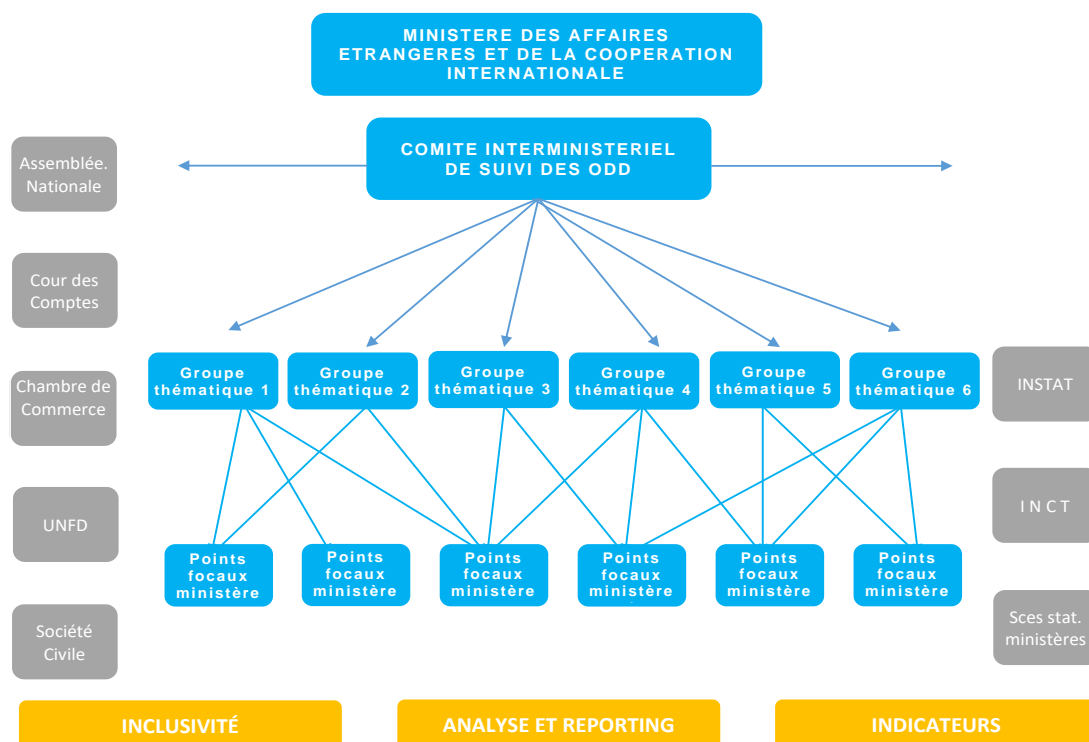
du gouvernement pour l’inclusion des jeunes, l’accélération de la croissance économique, la privatisation, la transparence de l’endettement, la réforme des établissements publics administratifs mais aussi le renforcement de l’égalité du genre et les régions. Un accent particulier a été mis sur la solidarité active entre les différentes couches de la population et la consolidation de la cohésion sociale.

B. Mécanismes institutionnels de planification, suivi et évaluation

La planification et le suivi de la mise en œuvre de l’Agenda 2030 se déroulent principalement dans le cadre de la Vision 2035 et les Plans Quinquennaux Nationaux de Développement. Le Ministère de l’Economie et des Finances, à travers la Direction de l’Economie, assure le secrétariat technique de la Commission Nationale de suivi et d’évaluation de la Vision 2035 et des Plans Nationaux de Développement. Ce Ministère est également chargé de la Planification au niveau national.

Fin 2021, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a mis en place un Comité intersectoriel pour la préparation du premier Examen National Volontaire (ENV) de Djibouti sur l’état de mise en œuvre des ODD auprès de l’ECOSOC en juillet 2022, qui devra être confirmé par un texte réglementaire.

Architecture institutionnelle de suivi de la mise en œuvre de l’Agenda 2030



¹⁰ Plan National de Développement « DJIBOUTI ICI » 2020-2024

Conscient de la transversalité des ODD et de la nécessité d'une large inclusion des institutions nationales et des secteurs, le Comité a mis en place un vaste processus de consultations, notamment auprès des groupes vulnérables. Sans ancrage juridique, ce Comité ne dispose pas encore de texte fixant officiellement ses missions et ses attributions, il lui est difficile de se donner des prérogatives précises ou d'établir une feuille de route pour le suivi des ODD, au-delà de l'ENV. Malgré l'absence du texte juridique, beaucoup d'initiatives ont été prises pour mesurer le suivi des ODD au niveau national ou dans certains ministères sectoriels. Récemment, la Cour des Comptes a réalisé un audit de l'état de préparation de Djibouti pour la mise en œuvre des ODD mais le rapport final n'a pas encore été diffusé.

En avril 2021, le Gouvernement a adopté les indicateurs nationaux disponibles des différentes cibles ODD, à la suite d'une étude réalisée par l'Observatoire économique et

statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat¹¹) avec l'appui du Système des Nations Unies. Cet exercice a permis de prioriser 55 cibles (parmi les 107 cibles opérationnelles), 19 cibles de mise en œuvre et 7 cibles de l'objectif 17 sur le partenariat. Pour mesurer le progrès vers ces 81 cibles ODD, 154 indicateurs ont été identifiés dont 83 présentent une valeur de référence, 45 indicateurs pouvant être mobilisés à partir des bases de données disponibles auprès des différents acteurs du Système Statistique National. Des 83 indicateurs disponibles, 51 proviennent des sources administratives, 22 des données d'enquêtes auprès des ménages et 10 proviennent des estimations au niveau international. Le rapportage de l'ENV 2022 sera donc basé sur ces indicateurs nationaux et le plan de suivi-évaluation du plan Djibouti ICI 2020-2024 sera également doté d'un plan de suivi-évaluation, intégrant les indicateurs définis et adoptés pour le suivi des ODD, alignant les piliers avec les indicateurs ODD.

C. Revue globale des progrès de Djibouti pour l'atteinte des ODD

Faute d'un ENV et d'un mécanisme institutionnel de suivi des indicateurs nationaux, il est difficile d'estimer le degré d'atteinte des ODD à partir des rapports nationaux validés. D'autres contraintes existent par rapport à la disponibilité et l'actualisation des données statistiques ainsi que le niveau de désagrégation. Le Rapport Global sur le Développement Durable du *Sustainable Development Solutions Network* dans son édition 2021¹² classe Djibouti à la 138ième place de 165 pays avec un score de 53,8 sur 100 dans l'atteinte des 17 ODD, juste derrière l'Ethiopie qui est classé 136ième. Le rapport crédite Djibouti de progrès dans les indicateurs de l'équité de genre, les améliorations d'accès à l'eau potable et certains indicateurs de santé et d'éducation ainsi que le niveau d'émissions CO2 qui est relativement faible. Mais les indicateurs ODD

au niveau national qui ont été utilisés dans ce rapport ne reflètent que partiellement la tendance depuis 2015.

Le Plan National de Développement SCAPE 2015-2019, en droite ligne avec la Vision 2035, a vu la mise en place d'un vaste programme d'investissements dans différents secteurs dont la ligne de chemin de fer vers l'Ethiopie et son électrification, la réalisation d'un aqueduc en eau potable en provenance de l'Ethiopie et de trois nouveaux ports (Doraleh, Tadjourah et Goubet) ainsi que de routes transfrontalières vers l'Ethiopie. Cette politique tournée vers le développement des infrastructures s'est réalisée avec des efforts nationaux conséquents, et a résulté en une croissance forte du taux d'endettement de l'Etat vis-à-vis de bailleurs financiers étrangers. Le taux de

¹¹ Etat des lieux du cadre institutionnel pour le suivi des ODD et appui à la priorisation des cibles des ODD pour Djibouti, Afristat, avril 2021

¹² Le rapport global sur le développement durable (juin 2021), <http://www.sustainabledevelopment.report>

pauvreté globale de l'ensemble de la population a régressé de 40,8 % à 35,8 % entre 2013 et 2017, notamment en milieu urbain, mais la pauvreté multidimensionnelle au milieu rural a montré une stagnation. Le problème structurel de sécurité alimentaire persiste, dû essentiellement à la faiblesse de la production agricole qui ne couvre que 10% des besoins. Certes, la prévalence de la malnutrition est légèrement en baisse mais elle reste encore élevée à 18,9% et les retards de croissance pour les enfants de moins de 5 ans n'ont pas encore vu une baisse significative. La croissance économique entre 2015-2019 a été impressionnante avec une moyenne de 7% par an, mais son impact s'est fait sentir notamment à Djibouti ville et pas suffisamment en dehors de la capitale. Entre 2016-2019, les performances socio-économiques du pays ont été impactées par les sécheresses et un manque d'eau général. A partir de 2020, la crise Covid-19 a entraîné une forte baisse des activités portuaires et des échanges commerciaux, et par la suite, la réduction des recettes fiscales et

l'augmentation de la dette publique. Pour atténuer les effets négatifs de la pandémie, le gouvernement a adopté en avril 2020 le Pacte National de Solidarité soutenu par le secteur privé et les partenaires techniques et financiers qui a mis en place un filet social pour les ménages les plus vulnérables. Ceci complète le renforcement de la protection sociale les dernières années, à travers l'Assurance Maladie Universelle, mise en place en 2014, et la politique d'accès gratuit aux soins de santé pour la population vulnérable.

Afin d'affiner l'appréciation du progrès et des défis, les sections suivantes analysent chacune des dimensions « P » des ODD : Personnes, Prospérité, Planète, Paix et Partenariat. L'analyse est basée sur les études diagnostiques réalisées conjointement par les agences Nations Unies à Djibouti en 2021, en collaboration avec la CEA et la Banque mondiale. La liste détaillée des statistiques par cible et indicateurs se trouve en annexe de ce document.

D. Personnes – diagnostic social (ODD 1, 2, 3, 4 et 5)

Malgré un taux de croissance économique important, le recul de la pauvreté a été lent. Selon les données de la dernière Enquête Ménages (EDAM) de 2017, la pauvreté globale de l'ensemble de la population, utilisant le seuil national, a régressé de 40,8 % en 2013 à 35,8 % en 2017.¹³ Si en milieu urbain, la situation s'est nettement améliorée, la pauvreté s'est plutôt accrue en milieu rural. De plus, l'enquête EDAM-17 indique une corrélation entre le niveau d'éducation et le taux de pauvreté. Ainsi, 94% des chefs de ménages extrêmement pauvres, vivant dans les milieux ruraux, n'ont aucun niveau d'éducation.

En ce qui concerne la pauvreté, 17 % de la population vivait en situation de pauvreté extrême en 2017 (sous la ligne de pauvreté internationale de 1,9 USD par jour), contre un taux de 12,2 % la même année pour le groupe des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure¹⁴), auquel Djibouti appartient. Selon le Rapport sur la Pauvreté Multidimensionnelle à Djibouti, réalisé en 2021 sur la base des données EDAM-17, l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est quatre fois plus élevée en milieu rural que celui en milieu urbain. En ce qui concerne son évolution, on constate une réduction importante de 12 points de pourcentage en 2017 par rapport à 2012 en milieu urbain, tandis que la proportion de pauvres dans la zone rurale n'a pas évolué. La pauvreté multidimensionnelle tout comme la pauvreté monétaire est un phénomène éminemment rural.

L'indice de développement durable pour Djibouti (0,524), calculé à partir du taux de l'espérance de vie, la durée moyenne de la scolarisation et le PIB par habitant, montre

une certaine évolution progressive mais avec un certain retard par rapport à la moyenne des pays arabes (0,705). En 2020, le pays est classé au 166^e rang sur 189 pays¹⁵, juste devant le Soudan et l'Éthiopie qui sont respectivement en 170^e et 173^e position.

S'agissant de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la prévalence de la malnutrition est en baisse durant les deux dernières décennies, mais elle reste très élevée par rapport aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Selon les données de l'enquête SMART de mars 2019, il s'élève à 19 %, contre 10,3 % pour la malnutrition aigüe. Selon les chiffres de l'IPC de 2021, environ 17% de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire aigüe¹⁶. La malnutrition et le faible accès aux services de base sont les facteurs principaux des retards de croissance des enfants ayant moins de 5 ans, estimé à 20,9 %, mais à 42,3 % en milieu rural, selon la dernière enquête nutritionnelle SMART. Le problème structurel de la sécurité alimentaire est dû essentiellement à la faiblesse de la production agricole qui ne couvre que 10% des besoins, et donc le pays dépend de l'importation des denrées alimentaires. Le ministère de la Santé avec l'aide des partenaires au développement a lancé des programmes nutritionnels. Des progrès ont été réalisés, selon l'Enquête Nationale de Nutrition d'avril 2019, les prévalences continuent légèrement en baisse.¹⁷ Ces progrès dans la nutrition, à travers des actions ciblées pour atteindre les populations à risque, contribueront de manière significative à la réduction de la mortalité infantile et le développement du capital humain.

¹³ EDAM3-IS 2013; EDAM4-IS 2017

¹⁴ Classification par la Banque Mondiale

¹⁵ http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/DJI.pdf

¹⁶

http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Djibouti_Acute_Food_Insecurity_2020Oct_2021Aug_French.pdf

¹⁷ Les prévalences globales de la malnutrition aigüe, de la malnutrition chronique et de l'insuffisance pondérale au niveau national sont respectivement de 10,3%, 20,9% et 17%. Ces prévalences sont en baisse par rapport aux niveaux de 2013, soit 17,8%, 29,7% et 29,6%, respectivement.

Malgré une gestion rapide et efficace des autorités face à la pandémie de la Covid-19 à Djibouti, celle-ci a mis en lumière les faiblesses du système de santé national, notamment en termes de ressources humaines, de capacités hospitalières et de compétences spécialisées. D'abord, la faible accessibilité aux services de santé, notamment en milieu rural, est un des facteurs principaux qui explique le niveau élevé de mortalité maternelle et infantile. De plus, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un autre facteur déterminant car il existe une disparité significative entre le milieu urbain et rural. Selon les dernières données de l'enquête EDAM-4 de 2017, la mortalité maternelle s'établit à 248 pour 100 000 naissances vivantes ce qui est bien au-dessus de la moyenne régionale (78/100 000) et la cible ODD 3 qui est de 70/100 000. La mortalité infantile est à 33,4 décès pour 1000 naissances en 2017, ce qui est bien au-deçà de la cible nationale de 25/1000. En réaction à cette situation, Djibouti a élaboré en 2021 la première stratégie nationale d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, ciblant les populations les plus vulnérables et l'inclusion de la santé reproductive et sexuelle. Le renforcement de la prévention de la malnutrition, de la vaccination ainsi que le développement et la mise à l'échelle de la prise en charge au niveau communautaire des maladies de l'enfant constituent les éléments essentiels pour atteindre les cibles ODD 3. Le Programme Elargi de Vaccination (PEV) a connu un développement constant avec l'élargissement du calendrier vaccinal, l'introduction de nouveaux vaccins et le renforcement du PEV de routine.

En ce qui concerne les maladies transmissibles de la tuberculose et du paludisme, les taux sont encore élevés. L'incidence de la tuberculose est à 378/100 000 habitants en 2015, le taux du paludisme est à environ 2,5 % de la population. La propagation du VIH Sida a été inversée et depuis 2002, le taux de prévalence est à la baisse de 2,9 % en 2002 à

1,2 % (1,0-1,5) en 2019, selon les chiffres du Plan Stratégique National de lutte contre le Sida 2018-2022, mais il est toujours plus élevé qu'au niveau des pays voisins (Ethiopie 0,4 ; Somalie 0,04). Les efforts déployés en matière de prévention et de dépistage ont permis d'augmenter le nombre de personnes testées par année. Les maladies non-transmissibles (MNT) sont en augmentation rapide telles que les affections cardiovasculaires, le diabète, les maladies pulmonaires obstructives chroniques et la malnutrition. A Djibouti, les MNT sont responsables de 40 % des admissions et d'un tiers (1/3) des décès à l'Hôpital Général Peltier.¹⁸

Les objectifs du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2018-2022, piloté par le ministère de la Santé concernent l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services, et le renforcement de la gouvernance et la gestion de l'information. Les infrastructures des soins de santé sont largement concentrées dans la capitale et inégalement réparties entre les régions. Pour ce qui est des ressources humaines, le secteur a bénéficié au cours de la dernière décennie d'une augmentation du nombre de professionnels via notamment l'ouverture de la première faculté de médecine en 2007, toutefois le nombre du corps médical reste très limité. En 2017, le ratio nombre de praticiens pour 10.000 habitants était de 1,35 médecin généraliste, 3,35 infirmières et 2,15 sage-femmes, loin de la norme qui est de 22,8 agents de santé qualifiés pour 10 000 habitants,¹⁹ généralement dans les zones urbaines. Cette situation a donné une espérance de vie à la naissance faible (68,02 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes).²⁰ Il est important de noter que la question de la santé de la mère et de l'enfant est explicitement prise en compte dans ce plan national. Malgré le fait que certains groupes vulnérables soient aussi mentionnés et inclus dans ce Plan, dans la réalité, les réfugiés et les migrants n'ont pas toujours un accès équitable aux services de santé.

¹⁸ PNDS 20220-2024

¹⁹ Ministère de la Santé

²⁰ Nations Unies, Division de la population

La mise en place d'un système national de protection sociale contributive avec une couverture médicale universelle pour tous et non-contributive pour les transferts sociaux aux personnes laissées pour compte a participé directement à la réduction de la pauvreté et au bien-être de la population. Depuis 2014, l'assurance maladie universelle a été introduite²¹ avec un volet visant les catégories les plus démunies, dont les femmes constituent une proportion importante des cibles, ce qui a été une un progrès. L'indice de couverture des services sanitaires universelle d'une valeur de 47 (utilisé dans le cadre des ODD) place Djibouti à un niveau moyen par rapport aux autres pays. Le système d'assistance sociale à caractère non contributif a été fondé sur le transfert monétaire appelé « Programme National pour la Solidarité Famille ». Le financement du système de santé, provenant des fonds publics du budget de l'État, a connu une augmentation en valeur nominale de 15,77 % entre 2013 et 2017. En 2014, il a représenté 52,5 % des dépenses totales de santé, investies dans les constructions, les équipements et les ressources humaines.²² Afin de mieux fournir des services de soin aux populations rurales, des caravanes médico-chirurgicales ont été mise en place. Malgré les efforts fournis, la couverture universelle des services sanitaires reste un défi. En ce qui concerne les services de santé sexuelle et reproductive des femmes, il existe un accès inégal pour les femmes rurales pauvres.

Quant à l'éducation, certains progrès importants ont été réalisés, notamment l'accès à l'éducation au niveau primaire et secondaire. Le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 75 % (2009) à 80,5 % (2017) au niveau primaire et de 46 % (2009) à 82,6 % (2017) dans le secondaire général²³. A noter que les filles continuent à être plus nombreuses à abandonner l'école.²⁴ Le taux d'alphabétisation global est de 56,8%, celui des femmes de 48,2 % contre 65,8 % pour les hommes.²⁵ En chiffres absolus, l'enseignement supérieur connaît un

accroissement constant des effectifs des deux sexes mais la parité reste un défi. La scolarisation au niveau secondaire connaît un taux de décrochage important, notamment pour les filles dans les zones rurales (mariage précoce ou préoccupation des parents pour la sécurité des filles). Selon les premiers résultats de l'OOSC 2019, au cours de la première année du premier cycle du secondaire, le pourcentage de filles non scolarisées s'élève à 15% (contre 9% pour les garçons) et augmente pour atteindre 21% la dernière année du premier cycle du secondaire (contre 15 % pour les garçons)²⁶. Les grands défis de la réforme du système d'éducation sont liés à la généralisation de l'enseignement et des programmes pré-primaire et intégré de développement de petite enfance sur tout le territoire, l'amélioration de la gouvernance et la qualité de l'enseignement. Comme dans d'autres secteurs sociaux, l'absence de données désagrégées ou actualisées ne permet pas un diagnostic fiable.

La question de la prise en compte du genre est une priorité nationale. Le principe de non-discrimination est garanti par la Constitution et la volonté de veiller à ce que les femmes contribuent au développement national sur un pied d'égalité avec les hommes est reconnue aux plus hauts niveaux décisionnels. Une refonte complète du Code de la Famille visant à le mettre en conformité avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) est en cours de préparation, notamment par rapport aux violences, à l'exploitation, au mariage forcé et aux mutilations. Le Gouvernement a mis en place une nouvelle stratégie nationale sur les mutilations génitales féminines (MGF) pour la période 2017-2021 et aussi élaboré un Plan d'Action National relatif à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité et des résolutions connexes sur femme, paix et sécurité.

Le taux d'activité des femmes demeure faible comparé à celui des hommes et révèle

²¹ Loi n°24/AN/14/7ème du 05 février 2014.

²² Ministère de la Santé, Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2018 – 2022

²³ Données 2009 : document MENSUR in Politique Nationale Genre ; données 2017 : DISED, EDAM 4-IS, Juin 2018,

²⁴ www.oosci-mena.org

²⁵ www.oosci-mena.org

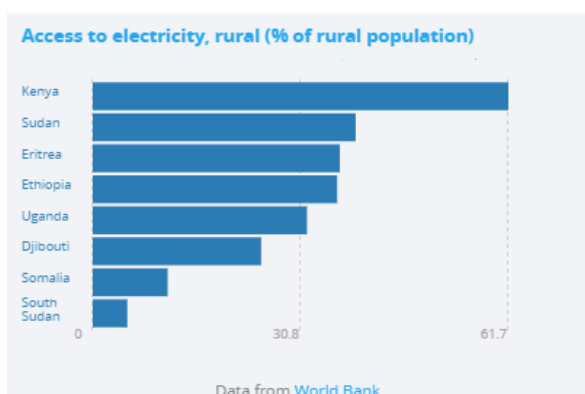
²⁶ <https://www.unicef.org/mena/out-school-children>

qu'entre 32 et 50 % d'entre elles travaillent (selon les données disponibles²⁷). Ce constat s'ajoute à celui du taux de chômage des hommes qui a diminué trois fois plus (de 54,6 % à 38,7 %) que celui des femmes (de 68,6 % à 63,4 %) entre 2002 et 2017²⁸. L'autonomisation économique des femmes se heurte à leur faible accès aux ressources et opportunités économiques. En ce qui

concerne le foncier qui est déjà marqué par une situation de rareté (notamment les terres arables), 32,7 % des terres/fermes appartiennent aux femmes dans les zones rurales. La situation est plus inégalitaire dans les zones urbaines, où une parcelle/maison sur cinq (21,6 %) et 25 % du bétail sont la propriété des femmes.²⁹

E. Prospérité – diagnostic économique (ODD 7, 8, 9, 10)

Afin d'atteindre son objectif de devenir le Phare de la mer Rouge tel que mentionné par la Vision 2035, Djibouti doit pouvoir assurer son autonomie énergétique afin de garantir la fiabilité et la durabilité de la couverture énergétique de son territoire.



Le pays dispose d'une capacité de production électrique insuffisante. En effet, la production nationale d'électricité est de 100 MW issus de centrales thermiques au fuel lourd dont un peu plus de la moitié est disponible de manière fiable (57%) ; les deux tiers de la consommation électrique nationale étant importés d'Ethiopie³⁰. Cet apport conséquent du voisin ne résout pourtant pas le problème d'accès à l'électricité pour les Djiboutiens. En 2020, seulement 64,7 %³¹ de la population avait accès à l'électricité avec des disparités notables selon que l'on se trouve en zone

urbaine ou rurale. Ainsi en 2019, 71,56 % de la population urbaine avait accès à l'électricité contre juste 24,98 % pour les populations des zones rurales³². Dans l'IGAD, seuls la Somalie et le Soudan du Sud font moins bien que Djibouti pour l'accès des populations rurales à l'électricité, comme illustré dans le tableau ci-dessus.

Les disparités sont aussi présentes entre les grandes agglomérations. 79,3% des habitants de la ville de Djibouti ont accès à l'électricité, tandis que seulement 42,1 % de ceux d'Ali Sabieh, 26,9 % de Dikhil, 21,9 % de ceux de Tadjoura, 21,6 % de ceux d'Obock et 19,0 % de ceux d'Arta y ont accès³³. En plus de ne pas être disponible pour tous, l'électricité à Djibouti coûte cher. En 2019, les données indiquent que le prix du KWh pour les entreprises était au moins le quintuple du prix en Ethiopie, au moins le double de la moyenne de celui de la région MENA, et bien plus élevé que la moyenne de l'Afrique subsaharienne³⁴.

Selon la cadence d'exécution des grands projets d'infrastructure prévus dans le cadre de la Vision 2035, la demande d'électricité pourrait se situer entre 300 MW et 460 MW en 2030³⁵. Par ailleurs, sur la base des engagements pris dans le cadre de la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) 2015, Djibouti aspire à

²⁷ Les données de l'enquête EDAM4-IS font état d'un taux de participation féminin de 32% tandis que les estimations modélisées de l'OIT placent ce taux à 50,8%.

²⁸ Données 2017 : DISED, EDAM 4-IS, Juin 2018

²⁹ Djibouti, Rapport national d'évaluation sur la mise en œuvre du programme d'action de Beijing, juillet 2014.

³⁰ PND Djibouti ICI 2020-2024

³¹ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

³² Access to electricity, urban (% of urban population) - Djibouti | Data (worldbank.org)

³³ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

³⁴ Rapport FMI Article IV Djibouti (2019)

³⁵ PND Djibouti ICI 2020-2024

réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, un objectif ambitieux mais plusieurs projets sont en cours en ce sens. Deux projets d'énergie géothermique au Lac Assal sont en phase de finalisation et produiront 90 MW à partir de début 2022, ainsi qu'un projet d'énergie éolienne à Goubet qui sera livré également début janvier 2022 pour une capacité de 60 MW, et ensuite 100 MW plus tard en 2022. Le projet d'énergie solaire au Grand Barra est en cours pour 30 MW mais à terme devrait produire jusqu'à 300 MW. Enfin, le projet très avancé de 230 KV³⁶ pour une seconde interconnexion avec l'Éthiopie devrait renforcer la part de l'énergie hydroélectrique.

La croissance économique djiboutienne est restée soutenue (7 % sur la période 2015-2019) durant la dernière décennie, chutant brutalement seulement en 2020 du fait de la pandémie. Cette chute devrait rester ponctuelle puisque les prévisions pour le moyen terme sont optimistes, tablant sur un retour aux niveaux pré-Covid-19. La croissance de l'économie a été dopée ces dernières années par les lourds investissements réalisés dans les ports, et le couloir Djibouti-Addis-Abeba. La formation brute de capital fixe cumulée de 2014 à 2018, essentiellement dirigée vers la mise en place de la plateforme logistique, représentait 26,19 % du PIB cumulé sur la période. Le pays a récolté les retombées positives de cette politique puisque le secteur tertiaire (75,37 % du PIB) en général et la combinaison Commerce-Transport (42,57 % du PIB), en particulier, ont été les piliers de la création de richesse en 2018³⁷. Quatre activités prédominent dans la formation du PIB en dehors des activités liées aux investissements dans la plateforme logistique, notamment l'électricité, information et communication, banque et assurance, et activités immobilières. Fait notable, deux de ces activités (électricité, et information/communication) évoluent en situation de monopole étatique. Ceci souligne la position

dominante de l'État dans les activités économiques du pays.

Le chômage à Djibouti est un problème structurel. Les jeunes et les femmes sont les plus affectés dans une population où l'âge médian est de 20 ans et les moins de 35 ans constituent les deux tiers de la population. Les récentes statistiques officielles indiquent des taux de 86,2% pour les 15-24 ans et 65,1% pour les 15-34 ans. Les femmes restent plus durement touchées avec respectivement 88,8% et 75,5% pour les mêmes tranches d'âge³⁸.

Les causes de cette crise de l'emploi sont multiples. D'abord la décennie de croissance économique soutenue, tirée principalement par les investissements dans la plate-forme logistique, n'a pas donné les résultats escomptés en termes de création d'emplois décents. L'économie portuaire de haut niveau et les zones franches qui contribuent largement au PIB ne sont pas suffisamment intégrées aux économies urbaines et rurales riches en main d'œuvre, favorisant ainsi la prééminence du secteur informel sur ces pans de l'économie. De plus, l'économie est marquée par une prédominance du secteur public qui se reflète sur les chiffres de l'emploi : 51,6% des emplois occupés formels sont dans le secteur public³⁹. La seconde cause est du côté de l'offre de la main d'œuvre, caractérisée par un niveau d'analphabétisme élevé et par une forte proportion de jeunes insuffisamment instruits. Bien que le taux brut de scolarisation des enfants de 6 à 10 ans reste largement supérieur à 94 %, le taux d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans est de 66,6 % pour les hommes et 52,9 % pour les femmes⁴⁰. Environ le tiers (32,6%) des jeunes n'a jamais été dans un système d'éducation ou de formation ni occupé un emploi, et le taux des NEETs, les jeunes de 15-24 ans qui ne sont ni employés, ni à l'école, ni en formation, était de 19 % en 2017. La troisième cause de la crise de l'emploi est la faiblesse du système de formation. Le diagnostic du secteur de la formation révèle que l'offre de

³⁶ World Bank Document

³⁷ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

³⁸ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

³⁹ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

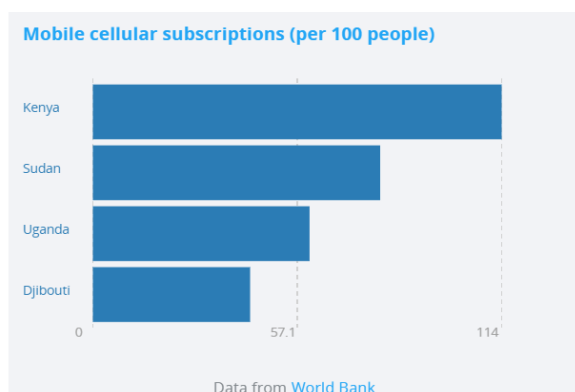
⁴⁰ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

formation reste insuffisante face aux besoins en qualification du fait d'une déficience à la fois des capacités, du financement et de la gouvernance du secteur de la formation⁴¹. Ceci se traduit par un sérieux problème de désintérêt pour les opportunités d'emplois présentes sur le marché de la part des jeunes diplômés, préférant attendre d'hypothétiques offres plus attractives⁴². Enfin, le manque de système d'information du marché du travail ne favorise pas la mise en place de politiques éclairées basées sur des études des secteurs d'activité, même si des mesures sont en cours afin de renforcer cet aspect.

En termes d'infrastructures, Djibouti a mis ces dernières années sur la construction de ports ultramodernes, d'une vaste zone franche, d'un chemin de fer et d'une route internationale pour connecter Addis-Abeba et la ville de Djibouti. Dans le secteur de la télécommunication, Djibouti bénéficie d'un dense réseau de câbles sous-marins au large de ses côtes. Des conditions sont ainsi créées pour faire du pays un hub régional voire continental pour la connectivité. Cependant, cette orientation ne semble pas encore prendre en compte la connectivité entre villes et régions du pays. En effet, les réseaux routier, électrique, et de télécommunication ne desservent pas encore de façon suffisante les régions, privant ainsi les populations rurales de bon nombre de services de bases. L'on pourrait même parler d'une fracture numérique entre populations urbaines et rurales. De plus, l'utilisation de la téléphonie

mobile, si elle est en pleine croissance, reste relativement faible (43,9 souscripteurs pour 100 personnes⁴³) comparée à la situation de pays tels que le Kenya, le Soudan ou l'Ouganda. Quant à l'industrie, elle reste portée essentiellement par la construction, l'électricité et l'industrie agroalimentaire. Cependant, dans l'ensemble l'apport de ce secteur dans l'économie reste relativement faible (16,6% du PIB en 2018).⁴⁴

La croissance importante du Produit Intérieur Brut (PIB) pendant deux décennies a contribué à faire diminuer la pauvreté monétaire mais pas dans les proportions escomptées. Les résultats de sondage des ménages en 2017 démontrent une incidence de la pauvreté selon le seuil de pauvreté extrême (1,90 USD par jour) de 17 %, en baisse de 1,2 % seulement par rapport à 2012, et de 21,1 % selon le seuil national de pauvreté⁴⁵. Cependant, si l'on mesure selon le seuil de pauvreté pour les pays avec un revenu bas-moyen (3,20 USD par jour), le pourcentage augmente à 39,8 % - plus du double. Cela veut dire qu'une grande partie de la population vit juste au-dessus du seuil de pauvreté et est très susceptible de retomber dans la pauvreté extrême à la suite d'un choc économique ou autre. Cette vulnérabilité est confirmée par le coefficient de Gini (à 41,6 en 2017⁴⁶) qui pointe vers un développement à deux vitesses pour les classes sociales. Ces inégalités de richesses indiquent des inégalités sociales importantes, du point de vue du genre, des quartiers de la ville de Djibouti et surtout entre Djibouti ville et les régions où la pauvreté est bien plus importante. En effet l'étude sur le premier indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM) de Djibouti indique que les zones rurales sont quatre fois plus touchées par la pauvreté que les zones urbaines. Cette pauvreté multidimensionnelle se caractérise dans l'ensemble par le manque d'accès à l'assainissement, à l'emploi et à l'éducation.



⁴¹ Politique Nationale de l'Emploi 2014-2024

⁴² Politique Nationale de l'Emploi 2014-2024

⁴³ Mobile cellular subscriptions (per 100 people) - Djibouti, Ethiopia, Eritrea, Kenya, Uganda, Sudan, South Sudan, Somalia | Data (worldbank.org)

⁴⁴ Annuaire_Statistique_2021.pdf (instad.dj)

⁴⁵ Poverty headcount ratio at national poverty lines (% of population) - Djibouti | Data (worldbank.org)

⁴⁶ Gini index (World Bank estimate) - Djibouti | Data

Pour recentrer son développement autour de la prospérité pour tous, Djibouti devrait, en plus de la nécessaire diversification économique et du développement du capital humain, s'ouvrir d'avantage aux règles d'une économie de la libre concurrence où le secteur privé sert de levier pour accélérer le développement dans toutes ses composantes. A Djibouti les multiples défis de la très faible capacité de production nationale, de l'accès insuffisant, et du coût élevé de l'électricité face à une demande croissante ont poussé le gouvernement à engager de nombreux projets dans le secteur de l'énergie. Ces projets répondent à la nécessité de satisfaire la demande nationale mais aussi à assurer le respect des engagements du pays à passer entièrement à l'énergie verte en 2035. Le gouvernement devrait engager des efforts dans le renforcement du réseau électrique pour assurer une couverture optimale du territoire. Les populations des zones reculées n'ont pas encore un accès équitable à l'électricité. Il faudrait ensuite assurer l'efficacité dans la gestion de l'énergie au vu de la forte demande projetée à l'horizon 2030. Pour ce faire il sera opportun de renforcer les organes de régulation, en faisant la promotion de mécanismes de transparence des prix, et en créant des conditions attractives pour les investisseurs privés dans la production, la distribution et la commercialisation de l'énergie.

Sur un plan économique, bien que la position géostratégique de Djibouti avec la plateforme logistique et commerciale reste un atout majeur, il y a lieu de se diversifier pour réduire les vulnérabilités mais aussi pour profiter des opportunités, ce qui rendra l'économie plus stable et aidera significativement à développer les opportunités d'engagement économique des citoyens. Le secteur des services qui a généré près de 75 % du PIB en 2020⁴⁷ rend l'économie très vulnérable à la demande internationale. Ainsi, la chute du commerce internationale à la suite de la pandémie a été le principal déterminant de la contraction de l'économie en 2020. Il faut également noter

les répercussions négatives de la situation sécuritaire en Ethiopie qui menacent la rentabilité des investissements consentis. L'économie djiboutienne se caractérise aussi par une trop forte présence monopolistique de l'Etat dans des secteurs à fort potentiel tels l'électricité et les TIC, privant le secteur privé d'opportunités de croissance. Cette situation appelle de la part du gouvernement des mesures pour diversifier l'économie et réduire sa dépendance vis-à-vis du commerce international et de son voisin éthiopien. Des opportunités dans l'économie bleue et digitale sont largement à la portée de Djibouti qui est bordé de plans d'eau et est le premier point de réception des câbles sous-marins en Afrique, au large de Djibouti et de la zone franche. L'infrastructure des nouvelles technologies combinée à la plateforme logistique pourrait faire de Djibouti un centre du e-commerce ou une place forte dans la fintech.

La création de plus d'emplois décents passe par une économie davantage intégrée et diversifiée permettant au secteur privé de jouer un rôle prépondérant dans la croissance économique du pays. Étant donné la très faible intensité en emplois de la croissance djiboutienne, ceci implique d'une part d'adopter une politique volontariste, inclusive et multi-sectorielle de l'emploi en donnant suite, par exemple, à la Déclaration pour l'Emploi du 20 février 2021. D'autre part, cela passe par le développement du capital humain dans ses aspects de l'éducation de qualité et pour tous, et de l'acquisition de compétences propres aux ambitions d'un hub économique régional. Pour répondre à ces exigences, le secteur de la formation professionnelle devrait avoir la capacité de former la majorité des jeunes après leur éducation de base. Il faudra pour cela doter ce département des moyens institutionnels et des capacités techniques et logistiques (le réseau) nécessaire. Quant au système d'information sur le marché du travail actuel, il est indispensable de le faire passer de son niveau embryonnaire actuel à un niveau permettant l'exécution régulière d'enquêtes et la diffusion de données tant

⁴⁷ Ministère de l'Economie et des Finances

pour les employeurs que pour les demandeurs d'emplois.

F. Planète – diagnostic environnemental (ODD 6, 12, 13, 14, 15)

Le stress hydrique, aggravé par les changements climatiques, est considéré très élevé et constitue un souci majeur pour la population, notamment en milieu rural, mais limite également les opportunités économiques. Djibouti dispose de 318 m³ de ressources renouvelables d'eau douce intérieure par habitant, bien en-dessous du seuil de la rareté absolue d'eau douce (situé à 500 m³/habitant/an)⁴⁸. La croissance nette de la population, estimée à 1,4 % par an⁴⁹, augmente cette pression sur les ressources hydriques. Le pays n'a pas de source permanente d'eau de surface et doit donc s'appuyer sur les nappes souterraines alimentées en eaux de pluie, dans un contexte de cycles de sécheresse de plus en plus longs et fréquents et de très faibles précipitations (150 mm par an). La recharge des nappes en eau douce est donc largement insuffisante et explique la salinisation des terres et des ressources d'eau souterraine. Cette forte contrainte a de nombreuses répercussions sur les conditions de vie des populations pastorales qui dépendent particulièrement des eaux souterraines, dont les niveaux et la qualité se détériorent (recharge limitée, salinisation accrue et extraction non durable). De plus, les revenus provenant de l'élevage sont largement compromis, accentuant ainsi l'exode vers les centres urbains.

Selon les chiffres d'EDAM-17, le taux d'accès aux services de base d'eau potable est de 75,6 % pour l'ensemble de la population⁵⁰. Cependant, selon les estimations de l'UNICEF et l'OMS, plus de 50 % des

habitants des zones rurales n'ont pas accès aux services de base d'eau potable dont environ un tiers a recours à des sources dangereuses non conformes aux exigences sanitaires minimales⁵¹. Afin d'augmenter la disponibilité d'eau douce, une ligne d'adduction d'eau de Dire Dawa, en Ethiopie, à Djibouti a été construite, qui demande un investissement majeur pour pomper l'eau au réseau national. De plus, une usine de dessalement d'eau de mer a été inaugurée en mars 2021 pour desservir Djibouti ville.

La part de la population utilisant au moins des services d'assainissement de base est de 63,6 % en 2019⁵², mais l'accès aux services d'assainissement gérés en toute sécurité n'était que de 34,4 % en 2017. L'annuaire statistique 2021 montre que 1,8 % des ménages à Dikhil utilise le WC avec ou sans chasse d'eau, contre 4,8 % à Arta, 5,2 % à Ali Sabieh et 7,4 % à Tadjourah⁵³. La qualité des services du secteur eau, assainissement et hygiène est déterminante pour prévenir des maladies évitables, notamment les maladies hydriques induites par la privation d'eau potable. Il manque une stratégie intégrée, un cadre réglementaire et une coordination des politiques sectorielles de l'eau et assainissement et de l'énergie. Ceci aiderait à assurer une meilleure gestion de l'approvisionnement en eau, y compris les investissements dans le traitement des eaux usées et la conservation de l'eau.

Djibouti est extrêmement vulnérable aux changements climatiques et une terre fortement à risque selon les risques majeurs identifiés par l'ONU : risques

⁴⁸

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/er.h2o.intr.pc?locations=DJ>

⁴⁹ <http://www.ministere-finances.dj/Annuaire2021.pdf>

⁵⁰ EDAM 4-IS qui définit l'accès à l'eau comme la disponibilité de l'eau dans le ménage sous forme d'eau courante (branchement intérieur ONEAD), branchement direct à partir d'un forage, branchement

extérieur ONEAD, par tuyau, fontaine publique et forage (avec une pompe).

⁵¹ Djibouti. 2017. Données WASH, OMS/UNICEF Joint Monitoring Program for WASH. <https://washdata.org/data/household#!/dji>

⁵² Rapport Afristat, 2021

⁵³ http://www.instad.dj/assets/doc/Annuaire_Statistique_2021.pdf

séismes/géologiques, climatiques, risques sur la santé animale et végétale et risques de feux de forêts. Le dérèglement climatique est sans doute le risque le plus visible car les catastrophes naturelles comme les sécheresses et les inondations qui ont frappé Djibouti entre 2017-2019 ont causé des pertes humaines et des dégâts matériels énormes, montrant la fragilité du mode de vie d'une large partie de la population et des capacités productives situées sur les régions côtières.⁵⁴ Le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie intersectorielle pour la gestion des risques majeurs n'a pas encore été adopté et manque d'instruments de préparation et de mitigation. Il est clair que l'aridification croissante et les pénuries d'eau affectent surtout les populations rurales et (agro)pastorales, étant donnés les sols très pauvres, une couverture végétale limitée et la surexploitation des eaux souterraines. Le ministère de l'Agriculture a estimé une perte annuelle de 4 à 5 % des terres arables dans les principales régions agricoles.⁵⁵ Afin d'améliorer la sécurité alimentaire, le gouvernement djiboutien a signé des accords pour louer des terres agricoles au Soudan et en Éthiopie.⁵⁶ L'adoption des nouvelles écotechnologies pour mieux capter et conserver l'eau et éviter l'érosion des terres cultivables, est une nécessité pour la gestion appropriée des ressources naturelles. Un récent rapport préliminaire de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique sur l'économie bleue à Djibouti en 2021 révèle des ressources potentielles très vastes et significatives pour le développement du pays, à condition d'être exploitées dans un respect rigoureux de l'environnement. Ceci pourrait également contribuer à la sécurité alimentaire.

L'élévation du niveau de la mer et le réchauffement de la température de l'eau de mer sont d'autres risques qui auront un impact sur la biodiversité terrestre et marine, en plus des externalités négatives des risques

climatiques sur les secteurs vitaux de l'économie : transport routier et ferroviaire, eau, assainissement et bâtiments, mais aussi sur le tourisme, un secteur prometteur de croissance. La perte de terres côtières est due à l'élévation du niveau de la mer, aux inondations, aux actions humaines, notamment les prélèvements de sable et d'argile au profit des constructions immobilières.

Djibouti s'est engagée à travers la Contribution Prévue Déterminée au niveau national de réduire les émissions des gaz à effet de serre de 40 % à l'horizon 2030, un objectif ambitieux fixé en 2015, qui peut être atteint à travers les mesures de mitigation et le développement des secteurs économiques comme les énergies renouvelables (géothermiques, solaires et éoliennes). Un des objectifs de la Vision 2035 concerne la transition énergétique des centrales thermiques au fioul lourd vers 100 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2035. La mise en place, en 2017, de la Stratégie Nationale sur les Changements Climatiques (SNCC) devra renforcer la cohérence entre les cadres nationaux existants et les actions de lutte contre le changement climatique. Néanmoins, il n'existe aucun mécanisme de financement public pour soutenir la résilience au changement climatique. La mise en place de financements pour la durabilité des systèmes alimentaires est une des principales recommandations du rapport de Djibouti sur les Systèmes Alimentaires présenté en septembre 2021⁵⁷. De surcroît, le manque de coordination entre les ministères a empêché une approche intersectorielle pour intégrer les informations sur les risques climatiques dans la prise de décision et la planification.

En ce qui concerne le renforcement de la résilience et l'adaptation aux risques climatiques, le pays a adopté le Programme d'Action National d'Adaptation (PANA) en

⁵⁴ En 2017, sur l'indice mondial d'adaptation de Notre Dame (ND-GAIN), Djibouti est classé 141ème sur 181 (avec un score de 38,9) pour sa vulnérabilité au changement climatique et à son manque de préparation pour faire face à ces vulnérabilités et à s'y adapter.

⁵⁵ Programme d'action national d'adaptation. 2006. République de Djibouti, ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement, Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

⁵⁶ Le nouvel humanitaire. 2009. « Nous n'avancons pas aussi vite que je le souhaiterais. » Entretien avec le président Guelleh, 16 février 2009. IRIN News, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

⁵⁷ Les systèmes alimentaires de la République de Djibouti, état des lieux, enjeux et options stratégiques, 19 sept 2021

2006, qui a identifié les secteurs les plus vulnérables : agriculture (notamment en zones de wadis), élevage (fourrages et bétail), eau (salinisation des aquifères, inondations et érosion), foresterie et écosystèmes (dégradation des récifs coralliens, régression des zones de mangrove et changement dans le stock de poissons). Mais la vulnérabilité s'étend également aux infrastructures hydrauliques, côtières et au réseau de

transport. Conscient de l'impact des changements climatiques sur l'économie, le Plan National de Développement « Djibouti ICI » 2020-2024 a introduit l'environnement comme axe transversal. La gestion des déchets ménagers et industriels est un autre domaine qui mérite plus d'attention. La capacité des centres d'enfouissement est limitée et une stratégie de la gestion intégrée des déchets est en cours d'élaboration.

G. Paix – diagnostic de la gouvernance (ODD 16)

Le domaine thématique 'Paix' est le troisième pilier de la 'Vision Djibouti 2035' visant à poursuivre le processus de mise en place d'institutions transparentes, stables, démocratiques, efficaces et dignes de confiance. La priorité accordée à la gouvernance semble subordonnée à l'impératif du développement économique du pays ainsi que celui de la sécurité. Depuis l'indépendance, un équilibre de pouvoir entre les populations Afar, Somali (Issa, Issaq et Gadaboursi) et les descendants Yéménites a été établi qui s'est traduit par une répartition des postes de responsabilités au sein du système de gouvernance, ajustée après le conflit armé en 1991/1994, en introduisant le multipartisme. La Constitution garantit un grand nombre de droits civils et politiques et le pays a adhéré à l'essentiel des conventions et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Djibouti obtient un score relativement bas à l'Indice Mo Ibrahim pour les pays africains où il se classe 42^{ième} sur 54 pays⁵⁸, avec des scores particulièrement faibles en matière de transparence, et libertés d'expression et de rassemblement.

Bien que la séparation des pouvoirs soit formellement consacrée dans la Constitution, le Parlement peine à exercer son rôle de législateur indépendant face à un pouvoir

exécutif dominant qui privilégie l'adoption des lois par voie de décret. De même, l'indépendance du système judiciaire de Djibouti, dont l'autonomie est consacrée par la Constitution, est également limitée du fait de sa dépendance administrative face à l'exécutif. Enfin, le pouvoir exécutif, assuré par le Président de la République, est également garant de la sécurité nationale. Ce dernier y apporte une importance indéniable qui se traduit par un effectif significatif dans les différentes forces de sécurité présentes sur le territoire (la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale, la Marine Nationale, les Garde-Côtes, la Garde Républicaine et les Forces Armées Djiboutiennes), étroitement liées au pouvoir exécutif et assurant la sécurité dans le pays.

Le nouveau PND 'Djibouti ICI' s'articule autour de trois axes stratégiques, dont l'un est le renforcement des capacités institutionnelles du pays, et notamment, la gouvernance administrative, économique et financière ; la gouvernance locale ; et la gouvernance politique et judiciaire. La qualité de l'administration publique est relativement faible avec un score de 2,9 de l'Évaluation des Politiques et Institutions du Pays (EPIP) en 2018, développée par la Banque Africaine pour le Développement⁵⁹. Même si le calcul de ce score exclut de son

⁵⁸

<https://iiag.online/data.html?meas=GOVERNANCE&loc=DJ&view=overview>

⁵⁹ L'EPIP global fournit la moyenne des scores de tous les aspects de l'évaluation des politiques et des institutions des pays couvrant la

gestion économique, les politiques structurelles, mesures d'inclusion/d'équité, la gouvernance, le développement des infrastructures, de l'intégration régionale. Le score varie entre 1 très insatisfaisant et 6 très satisfaisant et il est révisé chaque année pour chaque pays (BAD).

champ les entreprises publiques, il peut être considéré comme un indicateur d'efficacité dans la fourniture des services par ces dernières. Le pays contient cinq collectivités territoriales dénommées régions, qui chacune s'administre par l'intermédiaire d'une assemblée régionale avec des conseillers élus au suffrage universel direct et met en œuvre les programmes de développement socio-économique à travers des services techniques déconcentrés⁶⁰. Malgré les efforts de décentralisation des attributions à l'administration régionale et d'autonomisation des régions, le contexte institutionnel du pays reste marqué par une forte centralisation du pouvoir au niveau de la capitale. Nonobstant les dynamiques locales et un appui des partenaires internationaux, les capacités des conseils régionaux restent encore limitées.

Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des membres des minorités aux processus politiques. Grâce au système de quotas, appliqué pour la première fois en 2018, 25 % des parlementaires sont des femmes. En 2017, la première femme maire du pays a été élue lors des élections communales pour la ville de Djibouti et 32 % des élus locaux sont, depuis, des femmes. La représentation des femmes cadres dans l'administration a augmenté de manière significative et est estimée à environ 32 %⁶¹.

La société civile souffre encore d'un manque de visibilité et de reconnaissance, principalement en raison d'un cadre juridique inadéquat et d'un manque de capacités administratives à la création d'associations. Même si les droits de réunion et d'association sont garantis par la Constitution, les organisations non gouvernementales qui sont critiques à l'égard du gouvernement rencontrent des obstacles administratifs pour s'enregistrer officiellement et des restrictions sont imposées à leurs activités. La dernière classification du *World Press Freedom Index*

donne à Djibouti la 176^{ème} place sur 180 pays en 2021⁶². La population de Djibouti, et notamment la jeunesse, est d'ordinaire très active sur les réseaux sociaux. Presque la moitié de la population djiboutienne a un abonnement mobile, et ce pourcentage est en forte croissance selon l'annuaire statistique 2021. La loi de la communication de 2020 régit la création des relais de communication et a instaurée une Commission nationale qui est l'autorité en charge de l'information⁶³. Dans la pratique, le seul journal - la Nation de Djibouti - appartient à l'Etat ainsi que la Radio et Télévision de Djibouti (RTD). Cette situation traduit la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire et législatif garantissant l'indépendance des médias, la liberté de la presse, l'accès à l'information et la sécurité des journalistes, en lien avec le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

Djibouti a ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels en 2005 et a adopté en 2016 la loi sur la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants, permettant une prévention plus efficace et une protection des victimes de la traite. Malgré la ratification et l'adoption de ces conventions et lois par le gouvernement djiboutien, leur mise en application semble peu aisée.

En termes de transparence et corruption, Djibouti est placée 142^{ème} sur 180 pays en 2020 par le *Transparency International's Corruption Perception Index* et en-dessous de la moyenne africaine. Le manque de transparence et d'efficacité des entreprises publiques est souligné comme un risque majeur pour un pays jeune avec un flux de ressources d'investissements étrangers et d'aide au développement important. Le pays a mis en place une Commission pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption en 2013 et a fait passer une loi imposant la

⁶⁰ La loi 139 de 2006 spécifie les attributions des régions : <https://decentralisation.gouv.dj/wp-content/uploads/2020/11/Djibouti-Loi-2006-139-modification-174-de%CC%81centralisation-et-statut-des-re%CC%81gions.pdf>
⁶¹ <https://rf-efh.org/carte/fiche/dj.pdf> et le Rapport sur la Femme dans la fonction publique :

<https://famille.gouv.dj/uploads/publications/a7cab16fcc9b9589f2558d37372c3e4e.pdf>

⁶² <https://rsf.org/en/ranking>

⁶³ <https://www.presidence.dj/texte.php?ID=97&ID2=2020-11-16&ID3=Loi&ID4=22&ID5=2020-11-30&ID6=n>

déclaration du patrimoine.⁶⁴ La Cour des comptes et l'Inspection Générale d'Etat présentent des rapports annuels mais souffrent encore de capacités techniques et budgétaires limitées, ce qui affecte la périodicité du rapportage. Toutefois, une certaine volonté politique en faveur de l'amélioration de la transparence semble se dégager depuis l'automne 2021 avec la volonté du Gouvernement d'accroître le rôle et les capacités de l'Inspection Générale des Finances (IGF) afin qu'elle puisse chapeauter les différentes institutions de lutte contre la corruption.

Malgré les défis mentionnés, le patrimoine culturel contribue à promouvoir la paix et la cohésion sociale, en raison de l'attachement des Djiboutiens au dialogue et aux mécanismes traditionnels de résolution des conflits. Ces mécanismes existent au sein et entre les trois principaux groupes ethniques, les Somalis (Issa, Issaq, Gadaboursi), les Afars et les Arabes, et ont montré une certaine efficacité. Dans le contexte actuel en Ethiopie, le risque de dégradation du tissu social ne doit pas être négligé.

H. Partenariats – diagnostic des moyens de mise en œuvre (ODD 17)

Djibouti est membre fondateur de l'IGAD et a rejoint l'Organisation Mondiale du Commerce en 1996. 90 % des exportations djiboutiennes concernent le bétail et les produits animaux et sont destinées à l'Ethiopie et au Yémen⁶⁵. 80 % des importations de l'Ethiopie passent par le Port de Djibouti. Concernant ses importations alimentaires, Djibouti dépend principalement de l'Ethiopie. Si on prend en compte les réexportations de et vers l'Ethiopie, qui constituent 80 % du total des exportations de Djibouti, les partenaires commerciaux principaux sont la Chine, l'Arabie Saoudite et l'Inde⁶⁶.

Le pays est membre de la COMESA mais le volume d'échanges commerciaux reste très limité, lié entre autres aux tarifs et barrières non-tarifaires qui sont élevés. Ceci limite également les opportunités commerciales offertes par la mise en place de la ZLECAF, et donc des réformes sont requises pour mieux profiter de la Zone de Libre Echange.

L'Aide Publique au Développement a largement augmenté depuis 2018. Selon les chiffres de l'OCDE-DAC, le niveau net de contributions s'élève à 171,6 millions en 2018

et à 313,5 millions USD en 2019⁶⁷. L'ODA par habitant est le plus élevé parmi les pays membres de l'IGAD et parmi les plus élevés au monde. Les principaux bailleurs, en ordre d'importance, sont la France, l'Union Européenne, le Japon, le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social, la Banque Mondiale, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et le Koweït. Mais en termes de coopération internationale, la Chine est devenue le partenaire stratégique central de Djibouti à travers la construction et le financement de grands projets d'infrastructure, remplaçant les EAU.

Au-delà de la création d'un Comité de Pilotage conjoint pour la coopération entre les Nations Unies et le gouvernement, il n'existe pas de mécanisme formel de coordination de l'ensemble des partenaires techniques et financiers de l'aide au développement à Djibouti. La coordination intervient dans quelques secteurs donnés (par exemple la santé) et de manière épisodique. Cette lacune a pour conséquences l'existence de duplication et chevauchement de programmes entre partenaires, et parfois un manque

⁶⁴ Transparency International & IIAG report.

<https://www.transparency.org/en/countries/djibouti>

⁶⁵ <http://unctadstat.unctad.org/countryprofile/GeneralProfile/en-GB/262/index.html>

⁶⁶ <https://oec.world/en/profile/country/dji>

⁶⁷

https://public.tableau.com/views/OECDACaidataglancebyrecipient_new/Recipients?:embed=y&:display_count=yes&:showTabs=y&:toolbar=no&:showVizHome=no

d'harmonisation entre les approches choisies. Une perte d'efficacité en résulte pour l'aide au développement en général.

Au regard des systèmes de mise en œuvre et plus particulièrement des moyens statistiques et analytiques, Djibouti a un système statistique décentralisé avec l'Institut National des Statistiques (INSTAT) et les services sectoriels localisés dans les Ministères sectoriels et organismes publics ainsi que les bureaux de statistiques dans les régions. La faible coordination, les insuffisances de ressources humaines

qualifiées et la forte dépendance des activités statistiques des financements extérieurs impactent négativement la génération des données. Ceci explique la difficulté de publier des statistiques régulières et désagrégées géographiquement, par âge ou par sexe. La principale base de données pour mesurer les conditions de vie des ménages est l'Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages (EDAM). La plus récente a été réalisée en 2017, ses résultats ont été publiés en 2018, et le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), réalisé en 2009, est prévu de nouveau en 2023.

3. NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE

Ce chapitre examine les différentes catégories de personnes les plus vulnérables subissant des formes multiples de discrimination et d'exclusion. Par manque de données systématiquement collectées et désagrégées, cette analyse est basée sur les données empiriques existantes, notamment qualitatives, et identifie le degré de vulnérabilité selon cinq facteurs : (i) personnes désavantagées par rapport au statut socio-économique ; (ii) vulnérabilité géographique par rapport à l'accès aux services publics ; (iii) discrimination par rapport à un ou plusieurs aspects de l'identité comme le sexe, la religion, la classe sociale,

le statut migratoire etc. ; (iv) personnes désavantagées par rapport au système et processus de gouvernance inadéquat, injuste ou manque de participation significative à la prise de décision qui les concerne ; (v) populations plus exposées aux chocs et à la fragilité du système environnemental, socio-économique ou de gouvernance.

L'analyse prend en compte les observations des différents instruments de rapportage sur les conventions et accords internationaux ainsi que les conclusions de l'étude d'impact socio-économique de la Covid-19 réalisée par le gouvernement djiboutien.

A. Les femmes et les filles

Bien que les politiques et lois garantissent l'égalité entre les sexes en ce qui concerne l'emploi, l'accès à la propriété et à l'héritage, elles ne sont qu'imparfaitement mises en œuvre. La Constitution leur garantit le droit à la propriété et le Code de la Famille leur donne la pleine capacité de gérer leurs biens. Les différentes enquêtes montrent que les femmes ont structurellement plus de difficultés pour s'intégrer dans la vie économique que les hommes. L'enquête EDAM-4 montre que le taux d'activité des femmes (15-64 ans) est de 32 % contre 59 % pour les hommes⁶⁸. Lorsqu'elles travaillent, les femmes ont plus de chances que les hommes à occuper des emplois de moindre qualité ou moins valorisés : 65,1% des unités informelles sont menées par des femmes tandis qu'en 2015, le salaire médian moyen mensuel pour les femmes était légèrement plus bas que celui des hommes (448 US\$ contre 496 US\$ pour les hommes). Le taux d'alphabétisation des femmes est beaucoup

plus bas que celui des hommes (52,9 % contre 66,6 % pour les hommes⁶⁹), ce qui constitue un obstacle à leur insertion économique. Leur accès aux ressources et opportunités économiques reste limité, notamment dans le foncier qui est déjà marqué par une situation de rareté (e.g. les terres arables), où seulement 32,7 % des terres appartient aux femmes dans les zones rurales⁷⁰. En réalité, les femmes sont rarement propriétaires, à cause d'inégalités enracinées dans les valeurs socioculturelles traditionnelles qui les rendent l'une des catégories les plus vulnérables.

De plus, les femmes souffrent d'inégalités et de discriminations liées au genre. Par rapport à l'éducation formelle, 38,2 % des filles sont scolarisées contre 64,5 % des garçons, cette disparité est plus importante dans les régions. A cela s'ajoutent les effets de la pauvreté mais aussi, selon les rapports disponibles, des violences conjugales et

⁶⁸ World Bank, « Résultats de la quatrième enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM4-IS) » (2017).

⁶⁹ http://www.instad.dj/assets/doc/Annuaire_Statistique_2021.pdf
⁷⁰ <https://famille.gouv.dj/uploads/publications/607bc8f2774aad9f47d9484fdaeb902d.pdf>

domestiques.⁷¹ Le tout est aggravé par les normes et pesanteurs sociales persistantes sur le rôle des femmes dans la société. Souvent les femmes n'osent pas porter plainte pour exiger le respect de leurs droits afin de protéger 'l'honneur de la famille'. Les violences sexuelles, économiques, socioculturelles, physiques, ou encore psychologiques, constituent autant de violences qui échappent à la juridiction criminelle. L'enquête de 2019 a démontré que 53,3% des femmes acceptaient et justifiaient la violence physique de leurs maris en cas de dispute.⁷²

Les filles subissent également les violations de leurs droits en ce qui concerne la pratique néfaste des Mutilations Génitales Féminines (MGF) et le mariage précoce. Bien que le Code Pénal condamne les MGF⁷³ et que la modification de la loi en 2009 en fournit une définition légale, aucune condamnation pénale à cet égard n'a eu lieu. Toutes les formes de MGF sont pratiquées, avec des variations entre les régions et les communautés, apportant des risques de

santé pouvant générer des complications. L'étude la plus récente date de 2019 et est relative à une enquête nationale sur les MGF et les violences faites aux femmes, qui prévoit une prévalence, au niveau national de 70,7 %, tous âges considérés. Mais, cette prévalence est en baisse de près de 8 points de pourcentage par rapport à celle de 2012 qui était de 78,4 %. Cette baisse est uniquement observée en milieu urbain où elle est passée de 78,5 % à 69,1 % entre 2012 et 2019. Pendant la même période, la prévalence a légèrement augmenté en milieu rural en passant de 77,8 % à 78,6 %⁷⁴. Le ministère de la Femme et de la Famille a mis en place une stratégie pour l'abandon de la pratique MGF 2018-2022⁷⁵. En ce qui concerne le mariage précoce, l'âge minimum du mariage est fixé à 18 ans⁷⁶. Cependant, selon l'enquête de 2019, le pourcentage de mariages des filles de moins de 18 ans est de 13,3 %. Ces taux sont encore plus élevés en milieu rural (26,9 %). Généralement, c'est par coutume et tradition que les filles sont mariées avant l'âge légal de majorité⁷⁷.

B. Les enfants en milieu rural et de la rue

En dépit des progrès quantitatifs et qualitatifs engagés en vue d'améliorer l'accès à l'enseignement de base, un long chemin reste à parcourir pour atteindre la scolarisation universelle et le pays déplore un niveau de scolarisation très faible au niveau de l'éducation secondaire : environ 50 % de la population adulte dont l'âge est supérieur à 15 ans n'a jamais fréquenté l'école. L'étude MODA 2021, réalisée par UNICEF, analyse

les privations multiples en fonction de l'âge et du sexe de l'enfant, et désagrégées selon plusieurs indicateurs primaires de bien-être. Elle montre de fortes disparités urbaines versus rurales, et ce, indépendamment de la nature des privations. Ces écarts reflètent un accès inéquitable aux services et aux infrastructures de base comme le logement, l'eau et l'éclairage. Les résultats confirment que le niveau de privation est fortement lié au

⁷¹ Rapport National Approfondi, 25 ans après Beijing : <https://famille.gouv.dj/uploads/publications/5aa0fa78858ca10cfe512ddae5ab8c98.pdf>

⁷² Selon l'étude sur l'évolution de la situation de la femme à Djibouti, 2017, la majorité des femmes mariées trouvent que certaines formes de violence sont justifiées, notamment celles des maris. Un mari puisse battre sa femme pour les faits suivants : sortir sans avertir le mari ; négliger les enfants ; se disputer avec le mari ; refuser les rapports sexuels ; laisser brûler la nourriture ; et négliger le mari. Une attitude similaire puisse se constater chez les jeunes filles, encore moins protégées des violences dans la famille par la loi et la société : selon les jeunes filles, les frères ont le droit de les battre s'ils estiment qu'elles ont fauté (en cas de sortie tardive par exemple). <https://famille.gouv.dj/uploads/publications/113b43e1476ef467385dd83c71f5d766.pdf>

⁷³ Voir art. 333 ainsi que la Loi n°55/AN/09/6ème L relative à la violence contre les femmes notamment les Mutilations Génitales Féminines.

⁷⁴ Enquête nationale sur MGF et les violences faites aux femmes, 2019. <https://famille.gouv.dj/uploads/publications/606621408520670ffecb10cdfde29479.pdf>

⁷⁵

<https://famille.gouv.dj/uploads/publications/607bc8f2774aad9f47d9484fdaeb902d.pdf>

⁷⁶ Code de la Famille, loi 152/AN/02/4ème du code de la famille

⁷⁷

<https://famille.gouv.dj/uploads/publications/606621408520670ffecb10cdfde29479.pdf>

niveau de richesse du ménage (l'indice composite de la richesse) et du niveau d'instruction de la mère. Pour le groupe des jeunes filles, les dimensions sanitaires, MGF et logements contribuent de près de 70 % à la sévérité de la pauvreté⁷⁸. Selon les données de la dernière enquête SMART, 20,9 % des enfants de moins de 5 ans ont des retards de croissance, mais ce chiffre est de 42,3 % pour les enfants en milieu rural. La pauvreté est donc étroitement liée à l'éducation, à la nutrition et à la santé et plus accentuée dans les régions de l'intérieur.

L'étude sur les enfants des rues réalisée par le MFF avec l'appui de l'Institut National de

Statistiques, l'OIM et l'UE en 2018, a permis de rencontrer 1137 enfants en situation de rue âgés de 0 à 17 ans comprenant 633 enfants de 0 à 9 ans dont 195 filles (30,8 %) et 504 enfants de 10 à 17 ans dont 64 filles (12,7 %). L'enquête quantitative a montré que 84,8 %, soit l'immense majorité des enfants sans soutien, sont originaires de l'Ethiopie.⁷⁹ En 2021, le MFF a publié deux décrets sur la protection des enfants, l'un portant organisation et fonctionnement du Conseil National de droits de l'Enfant⁸⁰, l'autre portant création et organisation de la Plateforme Nationale de Protection de l'Enfant.⁸¹

C. Les populations rurales, nomades et agro-pastorales

Pays très aride, le pays est hautement sensible aux effets négatifs de changements climatiques et aux chocs externes, y compris les fluctuations des prix des produits alimentaires et des combustibles. Les communautés pastorales et rurales sont disproportionnellement affectées par le dérèglement climatique, un phénomène qui entraîne un fort exode des zones rurales vers la ville de Djibouti. L'aridification croissante menace encore davantage la vie des populations pastorales qui résident principalement dans les déserts ou les terres marginales, souvent avec des sols hautement érodables et un approvisionnement en eau, et donc de fourrage, limité. Aussi, le taux national de malnutrition aiguë, estimé à 13% en 2017, est fortement concentré en milieu rural. Faute d'opportunités économiques, le taux de pauvreté extrême en milieu rural est de 72,5%. La situation de vulnérabilité des populations rurales a été exacerbée par les invasions récurrentes des criquets pèlerins depuis décembre 2019. Les pertes agro-pastorales causées par les invasions de

criquets pèlerins ont été estimées à USD 6,5 millions et les besoins de relèvement des six régions affectées (Arta, Dikhil, Ali-Sabieh, Tadjourah, Obock et la périphérie de la ville de Djibouti) ont été estimés à 8 millions USD. Selon les prévisions de la FAO, les conditions favorables à la reproduction et à la maturation des criquets restent vraisemblablement réunies en 2021, ce qui augure d'une persistance de nouvelles invasions.

En conjonction avec les impacts du changement climatique, les agro-pasteurs sont de plus en plus marginalisés par la fourniture de services d'approvisionnement en eau avec plus de 50% des ruraux qui n'ont pas accès aux services de base en matière d'eau potable, dont un tiers environ recourt à des sources dangereuses qui ne répondent pas aux exigences sanitaires minimales. Les femmes sont particulièrement vulnérables car en charge de la collecte d'eau potable, et doivent parcourir des distances de plus en plus longues. Les impacts les plus graves et

⁷⁸ Enquête SMART 2019

⁷⁹ 85.3% des enfants viennent de l'Ethiopie. 9.1 % sont de Djibouti. Ce pourcentage est constitué de : i) 7.6 % des enfants de moins de 10 ans et de 11.1% des enfants de 10 ans et plus. 5.5 % sont de la Somalie avec 7.0% des enfants de moins de 10 ans et 3.6 % des enfants de 10 ans et plus ; ii) 33.7% des enfants sont venus avec leur famille à Djibouti-ville, 30.6 % y sont venus seuls, 21.0 % y sont venus avec d'autres enfants, 10.1 % y ont toujours vécu et 4.0 % y sont venus avec

d'autres adultes non apparentés ; iii) 36.5 % des enfants vivent avec leur famille, 35.3 % vivent seuls tandis que 28.2% ont déclaré vivre soit avec des amis, soit avec d'autres adultes non apparentés ; iv) 11.2% disposent d'un acte de naissance et 3.4% d'une carte de réfugié ; <https://famille.gouv.dj/uploads/publications/9db95561f5e82c4cf8d717b73fd57aa0.pdf>

⁸⁰ Décret n°2020 (République de Djibouti)

⁸¹ Décret n°2020 bis (République de Djibouti)

les plus dévastateurs des changements climatiques, émergents et futurs, se traduiront par une plus grande insécurité alimentaire et hydrique des communautés agro-pastorales, car (i) les rivières permanentes ne sont pas présentes et les eaux de surface sont donc caractérisées par des oueds temporaires, avec des crues soudaines occasionnelles et violentes ; (ii) la forte variabilité et intensité des précipitations constituent une menace sérieuse pour les

régions pastorales du Sud-ouest où les sols sablonneux sont déjà vulnérables aux crues soudaines causées par des événements pluvieux extrêmes ; (iii) la production agricole est principalement située sur les rives des oueds et fait face à des pénuries d'eau croissantes, à la salinisation des terres et des eaux souterraines ainsi qu'aux inondations et l'érosion.

D. Les jeunes et les adolescents

Sur le plan de l'emploi, le chômage des jeunes est très inquiétant, avec un taux largement supérieur à celui des adultes. 57,4 % des jeunes hommes actifs entre 15-34 ans sont au chômage, contre 23,1 % pour les hommes actifs adultes. Pour les jeunes femmes, la situation est encore plus dramatique : 75,5% des jeunes femmes actives entre 15-34 ans sont au chômage, contre le taux général de chômage des femmes de 38,2%⁸². Dans ce contexte national, caractérisé par une population jeune et une économie basée sur les services,

l'investissement dans une éducation inclusive est crucial pour promouvoir l'employabilité et la productivité des jeunes et des adolescents. Ceci doit cependant aller de pair avec des politiques de diversification et formalisation de l'économie pour éviter de dépendre d'activités peu productives, et d'élargir les opportunités d'emploi ailleurs que dans le service public. Depuis 2015, le gouvernement a mis en œuvre une série de mesures visant à améliorer la formation professionnelle et technique.

E. Les migrants

Djibouti est un point de transit important pour les migrants qui souhaitent rejoindre les pays du Golfe, en raison de sa situation géographique et de son accessibilité, ainsi que de sa stabilité. En 2019, plus de 200 000 migrants, majoritairement originaires d'Éthiopie, ont traversé le pays. Ce nombre s'est élevé à 100 000 en 2020 du fait des restrictions imposées aux frontières afin de lutter contre la COVID-19. Ces migrants, qui utilisent "la route de l'Est", sont principalement des hommes (68 % en 2020), suivi par les femmes (21 %), les garçons (9 %) et les filles (2 %). Plus inquiétant, quasiment la moitié des enfants localisés sur "la route de

l'Est" sont signalés comme étant non-accompagnés. Les migrants qui empruntent cette "route" font face au manque d'eau et de nourriture et souffrent des températures extrêmes. Ils sont également exposés à différentes violations des droits humains, notamment les agressions physiques, la torture, les abus sexuels ainsi qu'à la traite et au trafic. Certains sont également victimes de naufrage.

De plus, le pays accueille une population flottante de migrants importante, estimée à 150 000 personnes, principalement

⁸² EDAM-IS 2017

originaires d’Ethiopie et de Somalie⁸³. Certains de ces migrants sont des enfants qui vivent dans les rues de la capitale. Selon une étude réalisée par l’OIM en coordination avec le Ministère de la Femme et de la Famille et l’Institut National de la Statistique djiboutien en 2018, 85 % de ces enfants sont éthiopiens et seuls 11 % d’entre eux auraient des documents légaux.

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact sur les migrants transitant par Djibouti et certains sont restés bloqués dans le pays du fait des restrictions frontalières instaurées par l’Éthiopie. Une situation similaire est à craindre si la situation actuelle en Ethiopie devait se dégrader et si les migrants se trouvaient dans l’impossibilité de regagner leur pays d’origine. Les migrants bloqués dans le pays se retrouvent dans des sites informels le long du corridor migratoire, où ils n’ont pas ou peu accès à des services de base, sont exploités par les réseaux de passeurs et sont exposés à des risques en matière de protection. Afin de pouvoir continuer leur voyage vers la péninsule arabique, certains migrants cherchent un travail temporaire. Si peu d’informations sont actuellement disponibles sur les emplois qu’occupent ces migrants, il semble que beaucoup d’entre eux soient exploités par leurs employeurs. La perception des

populations hôtes concernant le fait que les migrants aient accès au marché du travail dans un pays où le chômage est élevé devrait également être pris en considération.

Ces populations peuvent éprouver des difficultés d’accès aux services de base, y compris l’accès aux soins et aux services médicaux. Les services de santé dans les régions du pays sont souvent incapables de prendre en charge les migrants. Les flux migratoires ont une incidence sur l’ensemble du système de santé djiboutien à divers degrés. A Djibouti ville, le Ministère de la Santé, par exemple, estime que les migrants représentent environ 20 % des consultations et 18 % des hospitalisés des structures sanitaires. De plus, certaines pathologies comme la tuberculose, le paludisme et le choléra sont nettement plus importantes dans les populations de migrants et drainent les ressources des services de santé qui ne sont par ailleurs pas toujours bien équipés pour traiter ces maladies.

Ils pourraient être plus gravement touchés par les restrictions de déplacement et la stigmatisation en raison de leur situation.⁸⁴ Djibouti a été un des premiers pays à adopter le Compact Global sur la Migration, et le pays donne officiellement accès aux migrants aux services de santé et d’éducation.

F. Les réfugiés et les demandeurs d’asile

Djibouti est un État partie de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son protocole de 1967. Il a également ratifié la Convention de l’Organisation de l’Union Africaine de 1969 régissant les réfugiés en Afrique et la Convention de Kampala de 2009 sur la protection et l’assistance aux personnes déplacées.⁸⁵ Depuis plus de 40 ans, Djibouti maintient une tradition d’accueil et une politique de portes ouvertes à l’égard des réfugiés. En 2017, une réforme législative

favorable à l’inclusion socio-économique des réfugiés a eu lieu. Sa mise en œuvre se fait progressivement. Cette situation se répercute sur la population qui est déjà affectée par l’extrême pauvreté et le chômage endémique dont souffrent en particulier les femmes et les filles.

Djibouti accueille sur son territoire environ 34 000 réfugiés, dont 70% de femmes et enfants, qui viennent principalement de

⁸³ Chiffre utilisé par le gouvernement et repris par OIM, mais il s’agit d’une estimation

⁸⁴ Plan de Réponse du SNU sur l’impact du COVID-19 à Djibouti en soutien au Pacte National Solidaire, Juin-Décembre 2020

⁸⁵ Cadre d’action global pour les réfugiés à Djibouti (CRRF) UNHCR, 2019 ;

Somalie (45%), d’Ethiopie (35%), du Yémen (16%) et d’Erythrée (3%) et qui représentent environ (3%) de la population totale⁸⁶. Djibouti accorde le statut *Prima Facie* aux réfugiés yéménites, somaliens originaires de la Somalie du Sud et du Centre et éthiopiens d’ethnie Tigrinya. Tous les autres demandeurs d’asile doivent suivre les procédures individuelles de Détermination du Statut de Réfugié (DSR). En 2021, plus de 11 000 demandeurs d’asile sont en attente de décision sur leur statut. Il faut en moyenne huit ans pour une décision de première instance par la Commission Nationale d’Eligibilité. Bien que prévu par la loi, le mécanisme de recours n’est pas encore opérationnalisé en 2021. La grande majorité

des réfugiés vivent à Ali Addeh et Holl-Holl dans le Sud et Markazi dans le Nord, mais aussi environ 20% des réfugiés enregistrés vivent en zone urbaine. En outre, 20 000 Yéménites ont cherché refuge à Djibouti entre 2015-2017 pour échapper au conflit en cours. Au 31 octobre 2021, 6 118 Yéménites sont enregistrés comme réfugiés à Djibouti. Ceux vivant dans les sites dépendent de l’aide humanitaire et reçoivent une assistance multi-sectorielle, qui comprend une ration alimentaire, une assistance monétaire, des articles non alimentaires, abris, éducation, santé, eau, etc. Certains réfugiés sont arrivés à Djibouti il y a plus de 25 ans, notamment les Somaliens.

G. Les populations vivant dans des bidonvilles ou logements précaires

La population des sans-abris n’est pas connue et il est important de la désagréger en prenant soin d’en déterminer le nombre et la nationalité. L’habitat et le logement présentent une architecture et un écosystème socio-urbain préoccupants. De fortes pressions migratoires sur les villes dues à des facteurs exogènes (conflits régionaux, sécheresses etc.) ont poussé certaines populations très pauvres à s’installer et à construire illégalement sur des espaces publics et dans des zones non aménagées, générant une précarité urbaine traduite par l’incapacité de plusieurs ménages à jouir de

conditions économiques satisfaisantes, et à vivre dans des conditions décentes. Cela a contribué donc à la prolifération de quartiers précaires. Afin de remédier à cela, le Programme Zéro Bidonvilles (PZB) a été lancé dès 2011, pour réduire et corriger ces inégalités. Selon la Banque Mondiale, 65% de la population vit encore dans des bidonvilles/taudis. Les populations vivant dans les bidonvilles ont plus de difficultés pour trouver un emploi, un logement abordable ou pour accéder aux services sociaux ou d’infrastructure (notamment électricité, eau courante et assainissement).

H. Les personnes vivant avec un handicap

Djibouti a ratifié la Convention relative aux droits des Personnes Handicapées (CRDPH) et ses protocoles en 2009, et la loi relative à la protection des droits des personnes à besoins spéciaux a été adoptée en 2018,⁸⁷ afin de faire avancer leur cause et à mettre en œuvre les obligations de la Convention. La

même année a vu la mise en place de ‘La Stratégie nationale de protection des enfants à besoins spécifiques’ (2018-2022), ainsi que la création de l’Agence nationale pour les personnes handicapées (ANPH) rattachée à la Présidence de la République. L’article 25 de la loi de 2018 garantit l’accès aux

⁸⁶ World Bank, Washington, Décembre 2020 ;

⁸⁷ La loi n°15/AN/18/8^{ème}L du (2018) crée de l’Agence Nationale des Personnes Handicapées (ANPH). Son article 5 stipule les missions de l’Agence.

programmes de protection sociale pour les femmes et les filles vivant avec un handicap. Selon l'enquête handicap réalisée en 2019, 8,4 % de la population djiboutienne est handicapée, soit 81 993 personnes, mais ceci est basé sur le modèle médical et cette définition n'est pas conforme à celle de la Convention des Nations Unies sur les personnes handicapées.⁸⁸ Il est donc impossible d'estimer le nombre exact de personnes handicapées. Les obstacles

rencontrés se situent notamment au niveau de l'inclusion dans le système éducatif, l'accès à l'emploi et la participation dans les processus de concertation et discussion qui les concernent, ainsi que l'accès à la justice, y compris pour toute forme de discrimination liée au handicap et toute forme de privation de liberté liée au handicap. Une stratégie nationale du handicap présentée par l'ANPH a été adoptée en 2021.

I. Les personnes vivant avec le VIH

L'épidémie du VIH à Djibouti semble revêtir un caractère hétérogène, la forte prévalence du VIH dans la population générale, classant le pays à un niveau d'épidémie généralisée, soit un taux de 1,2% [1,0- 1,5], en 2019 a montré une tendance à la baisse depuis 2002, où le taux de prévalence était 2 fois plus élevé (2,9%), grâce aux efforts déployés en matière de prévention et dépistage du VIH⁸⁹. L'incidence du VIH est estimée à 0,8/1000 en 2018 [0,53-1,22] mais elle est toujours plus élevée que dans les pays voisins (Éthiopie 0,4 ; Somalie 0,04 ; Érythrée 0,2 ou Yémen 0,07). Des interventions auprès des populations clés en 2019 ont montré des taux élevés de positivité des tests VIH, soit 9,3 % parmi les femmes travailleuses de sexe et 14 % pour les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), ce qui serait en faveur d'une concentration de l'épidémie du VIH dans ces groupes de populations. Ceci expliquerait l'origine de la propagation du virus, entre eux et au sein d'autres groupes, notamment les plus vulnérables. La même source de données a

montré un taux de séropositivité de 2,4% au sein des clients des travailleurs de sexe, dépassant la moyenne enregistrée dans la population générale, d'où l'augmentation de la probabilité de transmission du virus dans les groupes à faible risque, ou population générale. De plus, l'initiative d'utiliser un préservatif est plus susceptible d'être prise par les jeunes garçons (80% contre 41% par les filles), ce qui reflète les inégalités dans l'approche de la sexualité. Selon le nombre total annuel par facteur de risque, on constate que les rapports sexuels non protégés sont le facteur de risque numéro un à Djibouti. Le plan Stratégique National de lutte contre le sida (PSN) 2018-2022) a été validé en mars 2020. Le nombre total de personnes vivant avec le VIH est estimé à 6 799 en 2019, dont 3 807 femmes (56%) et 700 enfants de 0 à 14 ans. Malgré la loi contre la discrimination des Personnes vivant avec le VIH Sida, la stigmatisation, liée aux barrières socioculturelles, a une incidence sur le taux de couverture par les ARV (à 21,6 %).

⁸⁸ Ce taux de prévalence du handicap fluctue parfois significativement entre les 5 régions et la capitale : de 10,9% à 3,5% à Dikhil. Rapport de Djibouti : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRPD/C/DJI/1&Lang=en et la réaction de la

Convention : <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27420&LangID=F>

⁸⁹ Note de diagnostic interne pour le CCA, UNICEF-ILO-PAM-UNAIDS-FAO-OMS, 2021.

4. ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX POUR LES DROITS HUMAINS

Ce chapitre se concentre sur les engagements internationaux de Djibouti qui découlent de la ratification des principaux traités et conventions, ainsi que de la mise en œuvre des recommandations des organes des traités ainsi que ceux de l'examen périodique universel sous l'auspice du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qui sont étroitement liées aux cibles des ODD.

Ayant l'objectif d'assurer un développement inclusif et durable, l'État de Djibouti s'est engagé à respecter, protéger et promouvoir la réalisation des droits et libertés fondamentales pour tous, ne laissant personne pour compte. La Constitution, dans son préambule, réaffirme « l'attachement aux principes de la Démocratie et des Droits de l'Homme tels qu'ils sont définis par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et par la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ».⁹⁰ Djibouti a adopté et ratifié la quasi-totalité des conventions internationales sur la protection des droits humains, y compris celles liées spécifiquement à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'exception de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la Convention Internationale sur les Droits des Travailleurs Migrants et les membres de leur famille, alors que la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie n'ont toujours pas été signées.⁹¹ Le pays est également partie à plusieurs instruments régionaux à l'instar du Protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

Au registre des examens, Djibouti a participé à trois cycles d'Examen Périodique Universel (EPU), respectivement en 2009, 2013 et 2018⁹² et sa prochaine présentation à l'EPU aura lieu en 2023. Les rapports EPU contiennent des observations très pertinentes pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de Développement Durable. Le dernier rapport national a fait l'objet d'une grande validation nationale et lors du dernier cycle de l'EPU, Djibouti a accepté la plupart des recommandations (177 des 203 recommandations reçues). Le pays s'est donc engagé, entre autres, à mettre en œuvre des actions spécifiques pour :

- Lutter contre la persistance du chômage et de la pauvreté
- Changer les attitudes traditionnelles et les mentalités par rapport aux droits touchant les femmes, en particulier les mutilations génitales et le mariage précoce, et lutter contre l'impunité face à ces pratiques
- Renforcer le rôle de la Société Civile ainsi que les droits liés à la liberté de communication et d'expression
- Renforcer l'appropriation de la population (analphabète ou vivant en milieu rural) des normes de protection des droits de l'homme
- Renforcer la mise en œuvre des principes de séparation des pouvoirs et de l'indépendance du pouvoir judiciaire
- Accélérer le processus de transposition des conventions internationales en droit interne

⁹⁰ <https://www.presidence.dj/PresidenceOld/constitution.htm>

⁹¹

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=3&Lang=EN.

⁹² <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/DJIndex.aspx>

- Renforcer la Commission Nationale des Droits de l'Homme

La législation a connu plusieurs avancées. Eu égard à l'EPU, Djibouti a pris note de 26 recommandations sur 203, notamment celles relatives à la ratification des différents protocoles optionnels non-signés et la coopération avec les procédures spéciales. Au titre de ses obligations à l'égard du Conseil des droits de l'Homme⁹³ et les mécanismes qui en dépendent, Djibouti n'a pas émis d'invitation permanente à recevoir les visites des procédures spéciales. Un projet de loi pour renforcer l'indépendance de la Commission Nationale des Droits de l'Homme est en cours d'élaboration, ainsi que la préparation de l'accréditation de la Commission Nationale de Djibouti auprès du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Par rapport aux rapports nationaux périodiques au titre des conventions et traités ratifiés par Djibouti, le pays a accusé un certain retard mais il a présenté son rapport sur les droits de l'enfant en 2019 et, plus récemment, son rapport sur la mise en œuvre de la Convention de l'Élimination de toutes formes de Discrimination à l'égard des Femmes (2021). Ce dernier fait état des avancées législatives en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes et des filles qui a conduit à des progrès tangibles de la participation des femmes à la vie publique, et à leur représentativité dans la sphère politique. Ceci s'est traduit, entre autres, par la politique de quotas instituée dès le début des années 2000, avec 25% de sièges au Parlement réservés actuellement aux femmes (17 des 65 sièges) et le décret d'application pour les hautes fonctions de l'État pour une représentation proportionnelle de l'un ou l'autre sexe de 20%. En 1999, un Ministre Délégué auprès du Premier Ministre a été institué, qui a été élevé en Ministère en 2008, et qui a vu la mise en place d'une politique nationale relative au genre (2011-2021).

Le rapport mentionne également la dualité du système juridique et judiciaire et - en général - la primauté de facto du droit musulman et des règles coutumières qui sont largement discriminatoires à l'égard des femmes. Cette dualité existe surtout par rapport au droit de la famille,⁹⁴ qui tire sa source du droit canonique, et régit les personnes de confession musulmane en matière de succession, mariage, divorce, pension alimentaire, garde d'enfants, etc. Le Code civil s'applique de son côté aux non musulmans, et se conforme globalement aux dispositions des traités internationaux relatifs aux droits humains. Des discriminations affectant les femmes persistent dans le Code de la famille, telles que: i) le consentement du tuteur lequel est requis pour les femmes pour valider le mariage (art.7), ii) le pouvoir du mari, chef de famille, à qui les femmes doivent obéissance et respect des prérogatives (art. 31), iii) la règle octroyant à l'héritier de sexe masculin le double de la part d'une femme (art.115 à 118, 120, 130, 142 et 158), ou iv) l'autorisation de la polygamie quoique la conjointe puisse saisir le juge pour apprécier le préjudice causé par un nouveau mariage » (art.22). Cependant, le mari est le pourvoyeur des besoins du ménage et sans pouvoir d'administration des biens propres de la femme (art.31 et 32), ainsi que la garantie du droit à la pension alimentaire pour les femmes et les enfants (art.62).

La loi du 25 Juin 2003⁹⁵ complète le Code de Famille et constitue une avancée. Elle institue un Tribunal de première instance et une chambre d'appel de statut personnel pour juger en premier ressort sur tous les litiges en matière familiale, remplaçant les tribunaux de la *Charia*. Le droit de la famille du Code civil de 2018⁹⁶ qui relève désormais de la Chambre civile du Tribunal de Première Instance (art.11) est une autre avancée. Mais la brèche induite par la possibilité de dispense d'âge au mariage, fixé à 18 ans pour les deux sexes, associe les deux législations (art.14 du Code la Famille et art. 163 du Code

⁹³ Créé par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006. Le Conseil est composé de 47 Etats membres élus par l'AGNU

⁹⁴

<https://www.presidence.dj/PresidenceOld/jo/2002/loi152an02.php>

⁹⁵ Loi n°8/AN/03/5ème L du 25 juin 2003.

⁹⁶ Loi n°003/AN/18/8ème L du 15 janvier 2018.

civil), ainsi que pour le délai de viduité imposé aux femmes divorcées, veuves ou ayant un mari disparu (art. 42 à 44 du Code de la Famille et art. 239 du Code civil).

Par rapport aux libertés syndicales, Djibouti a ratifié les différentes conventions de l'OIT, y compris les huit conventions fondamentales, (dont la Convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, ratifiée en 1978) et trois conventions de

gouvernance⁹⁷. Cependant, l'OIT note dans son rapport de 2021 sur l'application des normes internationales, l'absence de rapports de Djibouti sur 3 années consécutives, alors que le Gouvernement entendait remédier au manque de cohérence entre les dispositions du Code du travail et celles du Code des Zones franches. L'Union Djiboutienne du Travail (UDT) est le seul syndicat affilié à la Confédération Syndicale Internationale.

97

https://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.ratifications?p_lang=fr&p_country=DJI

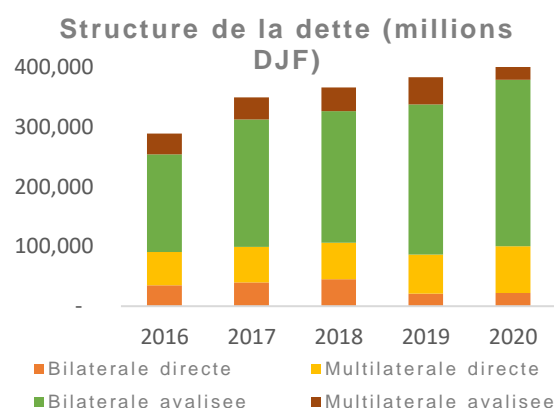
5. FINANCEMENT DES ODD

Le financement du développement à Djibouti se fait au travers du budget de l'Etat, du secteur financier local, des investissements du secteur privé, des dettes souveraines, des aides publiques au développement et des transferts de fonds des nationaux expatriés.

Bien qu'ayant connue une décennie de croissance soutenue, Djibouti fait face à une baisse continue de sa mobilisation interne de ressources depuis 2015. En effet, le recentrage de l'économie autour de la plateforme logistique et les avantages fiscaux pour attirer les investisseurs dans ce secteur pourraient expliquer cette situation paradoxale. La balance fiscale se retrouve donc structurellement déficitaire, exposant le gouvernement à la contraction de dette ou aux aides publiques au développement pour assurer son fonctionnement et dérouler son programme de développement. Ainsi, en 2020, 60% des dépenses d'investissement publics étaient prévues sur financements extérieurs (118 millions USD), qui s'appuyaient à 89,3% sur les prêts. Cet équilibre a basculé vers le recours aux dons en 2020 à 70,7%. Il s'agit certainement d'une conséquence de la pandémie qui a réduit les capacités fiscales du gouvernement.

La dette publique est une source de vulnérabilité pour Djibouti. En effet, cette dette jugée à haut risque est passée de 68% du PIB en 2019 à 76% du PIB en 2020⁹⁸. Elle est composée aux trois quarts de dette avalisée des établissements publics et est en majorité bilatérale. La dette bilatérale avalisée provient des investissements dans les projets ferroviaires avec l'Éthiopie et adduction d'eau (334 millions USD) ; les projets des Ports (DMP et Goubet) (62 millions USD) et de la nouvelle Zone Franche (144 millions USD). Les taux d'intérêt sur le projet ferroviaire constituent une source de

risque dans la mesure où ils sont élevés et variables, tandis que les taux d'intérêt sur le projet d'adduction d'eau est fixe et proche des taux concessionnels (environ 2%).



Source : Annuaire statistique édition 2021 pour les données, RCO pour le graphique

Djibouti est un pays qui attire les investisseurs étrangers du fait de sa position géostratégique. La moyenne des entrées d'IDE de Djibouti était de 723,6 millions USD durant la période 2007-2010 avant de chuter à 125,53 millions USD durant les trois dernières années 2017-2019. En 2019, les IDE représentaient 5,3 % du PIB, le double de l'Éthiopie (2,65 %)⁹⁹. En termes d'activité, la construction des infrastructures a capté plus de la moitié des investissements (51,78 %) avec 2 749 millions USD sur la période 2005-2019. Viennent ensuite la logistique, la distribution et le transport (21,67 %), et l'électricité (18,13 %). Les TIC et les infrastructures Internet représentent un modeste 4,41%. Ces chiffres reflètent l'orientation stratégique du gouvernement djiboutien visant à positionner le pays comme un centre régional de commerce et de logistique.

En 2020, le flux des IDE ont souffert une baisse significative jusqu'à 94 millions USD.

⁹⁸ MEFI

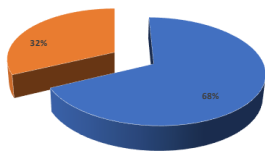
⁹⁹ Banque mondiale, *Foreign Direct investment, net inflows (% of GDP)* (data worldbank.org)

Sur la période 2015-2019, les investissements privés nationaux ont représenté 32% du total des investissements.

Répartition des Investissements agréés par Origine

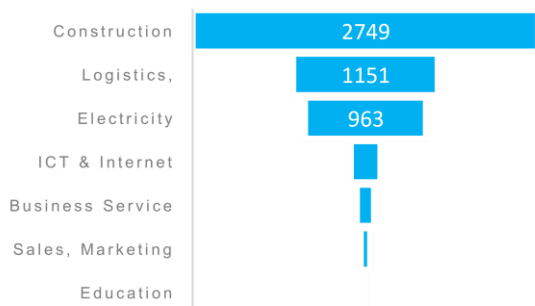
IDE : 733 654 755 \$ (68%) – Investissements Nationaux : 352 162 877 \$ (32%)

(source ANPI 2020)

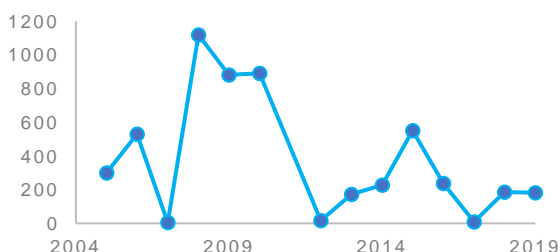


Cette évolution des investissements productifs montre l'importance de relancer l'entrepreneuriat et d'élargir le tissu économique et la résilience de l'économie. Afin de dynamiser le secteur privé, le gouvernement a mis en place le Guichet Unique en 2017. En 2019, plus de 1500 entreprises ont été enregistrées contre 1152 en 2020, sous l'effet de la Covid, mais bien au-delà de la moyenne annuelle avant son opérationnalisation, qui était de 450 entreprises¹⁰⁰.

IDE à Djibouti 2005-2019 (millions USD)



IDE à Djibouti (millions USD)



Source : CEA pour les données, RCO pour le graphique

En ce qui concerne l'aide publique au développement, Djibouti recevait 313.5 millions USD en 2019¹⁰¹. L'ODA par habitant est le plus élevé parmi les pays membres de l'IGAD et parmi les plus élevés au monde. En termes de part du revenu national, l'aide publique représente environ 8,6 % du PIB, ce qui place Djibouti largement devant l'Ouganda (6,1 %), l'Ethiopie (4,22 %) et le Kenya (3,5 %) en 2020¹⁰². La Banque Mondiale, la BAD et les Fonds Saoudiens et Koweïtiens sont des sources de financement très importantes, en complément aux appuis du SNU à Djibouti.

Au niveau interne, en dehors du budget de l'Etat, le système financier local ne finance que de façon très limitée l'économie malgré la présence de 13 banques et de 4 établissements de microfinance. En effet les crédits à l'économie rapportés au PIB ne dépassent qu'à peine les 20 %. Conscient de ces limites de financement et dans le but d'assurer aux générations futures une capacité à financer son développement, Djibouti s'est doté d'un fonds souverain. Le Fonds Souverain de Djibouti (FSD) est un fonds national d'investissement et d'épargne intergénérationnel investissant dans des projets ayant un impact positif sur l'économie et sur la gestion à long terme des réserves financières pour les générations futures. Présenté comme un levier pour accélérer la mise en œuvre de la vision 2035, le FSD a pour but de susciter des investissements dans les secteurs stratégiques. Avec un fonds de 30 milliards DJF de départ à sa création, il est alimenté par un système de mutualisation des actifs des grandes entreprises publiques et bénéficie de dotation d'une partie de revenus liés à la position stratégique du pays, tels que les revenus issus de la présence des bases militaires étrangères par exemple.

Le gouvernement de Djibouti travaille actuellement à l'élaboration d'un Cadre de Financement National Intégré (INFF) avec le soutien des Nations Unies afin de coordonner les différentes ressources financières du pays pour assurer un

¹⁰⁰ Agence National pour la Promotion de l'Investissement (ANPI)

¹⁰¹

<https://public.tableau.com/views/OECDACAidataglancebyrecipient>

[_new/Recipients?:embed=y&:display_count=yes&:showTabs=y&:too_lbar=no?&:showVizHome=no](#)

¹⁰² UN data

financement effectif du nouveau PND aligné sur les ODD. Ce mécanisme de financement intégré et inclusif servira également de plateforme de dialogue entre le secteur public et privé, et permettra notamment d'accroître la mobilisation des capitaux publics et privés pour le financement des ODD à Djibouti.

Les envois de fonds de la diaspora de Djibouti, notamment somalienne et

yéménite, ont représenté 1,9% du PIB en 2020, ce qui est faible par rapport au cas des pays comme la Somalie (35,3 %) ou les pays de petite taille comme la Gambie ou Comores, mais assez élevé par rapport à l’Ethiopie (0,4%)¹⁰³. En outre, dans le cas de Djibouti, les envois de fonds ont surtout financé la consommation, ayant ainsi un impact relativement faible sur la croissance économique dans le pays.

6. DYNAMIQUES REGIONALES

La République de Djibouti a transformé son positionnement géopolitique en un atout considérable sur les plans stratégique et économique. État d'environ un million d'habitants, répartis sur un territoire de 23 200 km², à l'indépendance relativement récente¹⁰⁴ et faisant partie des pays les moins avancés du monde (PMA), Djibouti côtoie des pays hautement instables comme la Somalie, en conflit ouvert comme le Yémen, au régime fermé comme l'Erythrée, ou une puissance continentale comme l’Ethiopie, capitale diplomatique du continent en tant que siège de l'Union Africaine et peuplé de plus de 100 millions d'habitants. La posture clairement assumée de hub régional à travers la Vision 2035 est la source de dividendes politiques et économiques qui ont fait fortement évoluer le pays et sa configuration¹⁰⁵.

Nichée au cœur d'une Corne de l'Afrique secouée, dès l'année même de son indépendance¹⁰⁶ et de manière croissante depuis, par les guerres inter-Etatiques, les conflits internes, le terrorisme international, la piraterie maritime ou les flux migratoires irréguliers, la République de Djibouti a fait le choix de s'en préserver, y compris au travers d'arrangements sécuritaires avec des

puissances internationales aux intérêts croisés. Tout en prônant un non-alignement et une neutralité certains, Djibouti est le seul territoire au monde à abriter à quelques kilomètres de distance et sur la base d'accords bilatéraux des bases militaires de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies issus de trois autres continents que le continent africain. Cette situation peut être interprétée comme un gage de stabilité pour Djibouti même, protégeant le pays de menaces extérieures, mais aussi au-delà comme un facteur de stabilisation pour la sous-région et les contours proches de la mer Rouge et de l’Océan Indien.

Localisé au centre des multiples tempêtes qui bousculent les Etats voisins, le pays se présente donc comme un havre d'échanges, politiques ou commerciaux. Promoteur d'initiatives de dialogue entre Etats ou intraétatiques, comme la Conférence d'Arta qui a rassemblé toutes les communautés de Somalie en 2000, Djibouti s'est ainsi posé en acteur de paix et de sécurité dans la région. Djibouti s'implique de manière croissante dans les forces d'imposition et de maintien de la paix, avec une contribution significative d'environ 2 000 soldats et policiers à la

¹⁰³ World Development indicators 2021, World Bank

¹⁰⁴ 27 juin 1977

¹⁰⁵ Cf. partie ci-dessus Prospérité

¹⁰⁶ Guerre de l'Ogaden entre l’Ethiopie et la Somalie, juillet 1977 – mars 1978

Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM)¹⁰⁷, soit près de 10 % des contingents déployés. Des unités djiboutiennes de maintien de l'ordre sont aussi en cours de certification pour un déploiement au sein d'une opération des Nations Unies dans un pays francophone.

La diversité des organisations régionales dont elle est membre illustre la capacité de la République de Djibouti, riche des communautés qui la composent, à interagir avec de multiples blocs régionaux et à se poser en pont entre des cultures différentes, arabes et africaines. Active au sein de l'Union Africaine, elle est également partie à la Ligue des Etats Arabes. Elle participe au marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), à la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis sa création. Par-delà le nombre croissant de forums régionaux ad-hoc accueillis par Djibouti, la décision d'y installer le siège permanent de la Communauté Economique sous-régionale pour l'Afrique de l'Est (IGAD)¹⁰⁸ a été un révélateur additionnel de l'importance reconnue de Djibouti comme acteur d'influence régionale.

Ce rôle stabilisateur s'est logiquement traduit par la décision d'abriter sur ses côtes, aux portes du détroit de Bab-el-Mandeb où passe environ 1/10^{ème} du total global du pétrole transporté par voie maritime¹⁰⁹, des mécanismes mis en place par la communauté internationale pour faire face aux menaces posées aux flux maritimes mondiaux par la piraterie et par le conflit interne au Yémen. L'Opération Atalante, lancée à la fin 2008 par l'Union européenne¹¹⁰ afin de contribuer à protéger les navires du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres navires vulnérables et à dissuader, prévenir et réprimer les actes de piraterie et les vols à main armée en mer¹¹¹, est ainsi basée en

partie à Djibouti. Par ailleurs, c'est à Djibouti également que le Mécanisme de vérification et d'inspection visant à faciliter la libre circulation de produits commerciaux vers le Yémen (UNVIM) a été mis en place en 2015 par le Secrétaire général des Nations Unies¹¹².

Enfin, l'Etat djiboutien a confirmé au grand jour sa tradition d'ouverture culturelle et d'accueil des étrangers en ouvrant largement ses portes aux réfugiés et aux migrants depuis son indépendance. Affirmant généreusement ses liens culturels avec les Etats voisins, Djibouti ne bloque pas les flux de migrants en transit, et garantit aux réfugiés les mêmes droits sociaux et de travail qu'à ses citoyens. Les conflits en Somalie et au Yémen ont, par exemple, entraîné un afflux de réfugiés en plusieurs vagues. 34 000 réfugiés vivent actuellement dans plusieurs camps répartis sur le territoire¹¹³.

Djibouti peut désormais être considéré comme un Etat pivot au carrefour de plusieurs régions, entre la Corne de l'Afrique et la péninsule arabique. En parallèle de sa diplomatie pragmatique qui a su l'imposer comme un partenaire stratégique naturel, le pays a développé sa dimension de hub régional logistique et commercial dans la région.

S'appuyant sur ses caractéristiques géographiques incontournables, comme un port en eaux profondes et un débouché maritime cohérent pour le géant voisin éthiopien à la croissance soutenue, Djibouti a mené une politique dynamique d'investissements structurels. La croissance a été si forte, avec un taux annuel moyen de 6% entre 2016 et 2019, que Djibouti est désormais considéré comme apte à passer de la catégorie des PMA à celle des Pays à Revenu Intermédiaire (PRI). Djibouti a ainsi exploité avec succès sa situation géographique pour se poser en plateforme

¹⁰⁷ Présidence de la République de Djibouti (presidence.dj)

¹⁰⁸ Autorité intergouvernementale pour le développement - <https://igad.int/>

¹⁰⁹ U.S. Energy Information Administration, The Bab el-Mandeb Strait is a strategic route for oil and natural gas shipments, 27 août 2019, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=41073>

¹¹⁰ Action commune PESC EUR-Lex - 32008E0851 - EN - EUR-Lex (europa.eu) fondée sur diverses résolutions ONU

¹¹¹ Atalante doit aussi faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Somalie (résolution UNSCR 2182 (2014) du Conseil de sécurité) et à lutter contre le trafic de stupéfiants au large des côtes somaliennes.

¹¹² Résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, lettre du SGNU au gouvernement du Yémen (11 août 2015)

¹¹³ UNHCR. Focus mondial Djibouti- <https://reporting.unhcr.org/djibouti>

logistique et commerciale régionale. C'est cette structure qui a mobilisé des investissements toujours croissants, qui ont entraîné la croissance économique du pays. Les flux d'Investissements Directs Étrangers (IDE) vers Djibouti ont considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, suivant un accroissement graduel mais régulier de 144 millions USD en 2015 à 187 millions USD en 2019, une différence notable par rapport à la tendance généralement opposée observée pour le reste du continent africain. Les prévisions sont très optimistes puisque ces flux pourraient atteindre 350 millions USD en 2025.

Avec le raccordement de huit câbles sous-marins à Djibouti et premier Data Center de la région, le pays est devenu un point d'entrée pour l'Afrique de l'Est et aurait la capacité de devenir un véritable hub numérique régional. Néanmoins, cela ne s'est pas concrétisé à la hauteur des espoirs initiaux. L'économie djiboutienne repose de facto sur le commerce maritime international, qui traite près de 90% des exportations

éthiopiennes, ce qui représente près de 80% de l'activité portuaire de Djibouti. Les ports et les zones franches génèrent environ 70% du PIB de Djibouti. L'Etat a beaucoup investi dans l'infrastructure de connexion avec les pays voisins en développant et modernisant les infrastructures de transport et de logistique, accroissant l'ouverture au commerce international.

A l'heure où son grand voisin est agité de graves soubresauts, le positionnement de Djibouti centré autour d'une économie de transit pour l'Éthiopie, qui avait réellement permis son décollage économique, se révèle être un atout à double tranchant. En sus des échanges commerciaux à travers le port de Djibouti, le pays importe deux tiers de sa consommation d'électricité de l'Éthiopie ainsi qu'une part importante d'eau potable à travers l'adduction Dire Dawa - Djibouti. La déstabilisation de la locomotive régionale qu'est l'Etat fédéral éthiopien pose le risque majeur de déstabilisation de toute la région, et de la République de Djibouti en premier lieu, dans les secteurs sociaux et économiques.

7. RISQUES

Trois risques principaux ont été identifiés qui peuvent avoir un impact grave sur la trajectoire de développement de Djibouti.

A. Une déstabilisation régionale accrue

Du fait même des choix stratégiques établis par Djibouti en tant que hub stratégique et commercial, la propagation de l'insécurité à toute la sous-région, y compris l'Éthiopie - le premier partenaire commercial pour Djibouti - est le risque principal qui peut déstabiliser Djibouti. Les dynamiques politiques et sécuritaires régionales dans une Corne de l'Afrique volatile ont le potentiel d'avoir un impact profond sur tous les secteurs critiques du pays, non seulement économiques, mais aussi sociaux et politiques.

Les choix stratégiques pour faire de Djibouti le principal point d'entrée et de sortie des importations et des exportations de l'Éthiopie ont créé une dépendance à l'économie éthiopienne trop exclusive. La plateforme logistique et commerciale a certes attiré des investissements importants qui ont stimulé une croissance significative du commerce international. Cependant, avec environ 75% du commerce du port en provenance ou à destination de l'Éthiopie, il y a un revers de la médaille, celui de la contagion des risques. L'Éthiopie a connu une forte croissance et a de plus en plus besoin d'échanger à l'international. Djibouti en tire bien profit. Cependant, l'instabilité politique et l'instabilité économique chez ce voisin aux liens si étroits ont vulnérabilisé la relation. La baisse de la demande globale pour les services de logistiques et de transports maritimes a d'ores et déjà illustré ce contre-coup en étant la cause principale de la contraction économique de 2020. Les projets d'ouverture ou de construction de ports en Érythrée (Assab) et au Somaliland

(Berbera), pourraient affaiblir l'importance stratégique de Djibouti en offrant un autre débouché au profit de l'Éthiopie.

Entourée par la Somalie au Sud, l'Éthiopie à l'Ouest, l'Érythrée au Nord et le Yémen de l'autre côté du détroit de Bab-El-Mandeb, la République de Djibouti pourrait avoir des difficultés à faire face seule si elle était confrontée à une instabilité accrue de tous bords. Jusqu'à aujourd'hui, les relations avec les pays voisins sont restées stables. Toutefois, les combats ont fortement augmenté ces derniers mois de 2021 en Somalie, ainsi qu'en Éthiopie et au Yémen. L'expansion rapide ces derniers mois de la confrontation armée à forte connotation ethnique en Éthiopie peut faire craindre des tensions à Djibouti, dans un effet miroir, souvent rappelé par les Djiboutiens sur la base de l'historique des violences des années 1990, et remémoré par les affrontements survenus dans quelques quartiers de Djibouti et à Tadjourah entre juillet et août 2021.

En outre, le terrorisme et la propagation du Harakat al-Shabaab al-Mujahideen (al-Shabaab), du groupe État islamique (EI) et des salafistes au Somaliland et dans l'État du Puntland en Somalie, qui partagent des frontières avec Djibouti, constituent une menace potentielle pour la sécurité et la stabilité de Djibouti. L'incident le plus récent date du 26 mars 2021, lorsque le chef d'al-Shabaab a accusé le président djiboutien de *"transformer le pays en une base militaire à partir de laquelle chaque guerre contre les musulmans d'Afrique de l'Est est planifiée et exécutée"*. En 2014, al-Shabaab a attaqué un

restaurant dans la ville de Djibouti, faisant plusieurs victimes. Il a également été rapporté l'avortement de plusieurs attaques terroristes évitées au cours des dernières années. L'apport de troupes par Djibouti à l'AMISOM et la porosité des frontières avec le Somaliland au sud, font de Djibouti une cible plausible pour la poursuite des attaques des groupes terroristes. Plusieurs observateurs ont également souligné que l'absence d'amélioration de la réalité socio-économique risque de constituer un terrain fertile pour le fondamentalisme religieux au sein de la population djiboutienne¹¹⁴. Les représentants du gouvernement ont noté une menace terroriste croissante de la part des groupes fondamentalistes, mais ils la voient surtout en relation avec l'instabilité actuelle dans les pays voisins. Ils ont, jusqu'à présent, réussi à neutraliser les sentiments politiques fondamentalistes dans le pays et ont pu maintenir un environnement politique relativement stable¹¹⁵.

Il est attendu par ailleurs que toute rupture majeure de la cohésion sociale dans les pays voisins entraînerait probablement une augmentation substantielle des mouvements de population vers Djibouti. Le conflit en Ethiopie n'a pas encore entraîné un afflux de

réfugiés vers Djibouti mais le gouvernement djiboutien a déjà demandé aux Nations Unies de préparer le plan de contingence en cas de détérioration de la situation dans le pays voisin. Le pays abrite déjà une population « flottante » de migrants (notamment éthiopiens et somaliens) d'environ 150 000 qui a eu tendance à s'accroître au cours des années. De surcroît, des milliers de migrants traversent Djibouti en provenance de l'Ethiopie ou la Somalie vers le Golfe et inversement. Il est estimé que 200 000 migrants ont transité par le pays en 2019, puis environ 100 000 en 2020, baisse due aux restrictions de voyage liées à la pandémie COVID-19. L'OIM chiffre à au moins 15 000 migrants vulnérables depuis mai 2020 dans le sens du retour de la péninsule arabique vers l'Ethiopie (à travers Djibouti) depuis le Yémen, où les conditions de vie sont extrêmement difficiles. Des flux additionnels de migrants et refugies imposeraient une lourde pression sur les ressources du pays. Elle pourrait se traduire en source d'hostilité intérieure croissante. Le fait que plus de 25% de la population carcérale de la République de Djibouti soit originaire des pays voisins est une indication de la façon dont la dynamique régionale semble affecter la criminalité et la sécurité dans le pays¹¹⁶.

B. Le manque de diversification économique

Bien que la position géostratégique de Djibouti dans sa fonction de plateforme logistique et commerciale reste un atout majeur dans le développement économique, la structure économique n'est pas assez diversifiée pour réduire les vulnérabilités, ce qui rend l'économie instable et l'expose aux flux de transit. C'est un risque dont l'acuité dépend encore en partie de la situation en Ethiopie.

L'analyse des revenus des différents secteurs de l'économie montre que le secteur tertiaire (commerce, transport, services financiers, immobiliers, etc.) génère la majorité des

revenus, et que combinés, les secteurs primaire et secondaire ne représentent que 24% des revenus du secteur tertiaire. Selon des chiffres de 2016, la production agricole ne représente que 3 à 4% du PIB. Cependant, l'agriculture de subsistance, qui n'est pas prise en compte dans ces chiffres, fait vivre près de 32,4% de la population de Djibouti¹¹⁷, c'est-à-dire la population rurale. De fait, les investissements récents vers les infrastructures portuaires et de transport ont stimulé la croissance d'une économie capitaliste et tournée vers les services. Ceux-ci génèrent près de 80% du PIB mais

¹¹⁴ Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI). 2020. p.30

¹¹⁵ Bertelsmann Stiftung's Transformation Index (BTI). 2020. p.34

¹¹⁶ Données fournies par les services correctionnels de Djibouti

¹¹⁷ <https://data.un.org/en/iso/dj.html>

sont du coup très vulnérable à la demande internationale. Ainsi, la chute de la demande internationale en conséquence de la pandémie a été le principal déterminant de la contraction de l'économie en 2020.

Ces chiffres démontrent que l'économie de Djibouti est une économie à deux vitesses, qui se traduit sur plusieurs axes : entre milieux rural et urbain, entre les 'pauvres' et les 'riches' dans la société, ou encore entre l'économie directement liée à la plateforme logistique et commerciale et l'économie 'domestique'. Ainsi, le lien des investissements dans l'économie de plateforme avec l'économie domestique est très faible et le risque existe que l'économie de Djibouti se développe en deux économies parallèles ; une économie moderne, efficace, compétitive et connectée autour de la plateforme, et une économie domestique largement informelle ce qui rend l'accès de ces entreprises domestique plus compliqué par exemple aux services de développement entrepreneurial et au financement, mais aussi la taxation.

Malgré une croissance annuelle moyenne de 6% entre 2016 et 2019, les problèmes d'emplois structurels demeurent, caractérisés par des taux d'inactivité et de chômage extrêmement élevés, atteignant respectivement 45% et 47% d'après l'enquête EDAM-4 de 2017 ; en d'autres termes, la croissance de ces dernières années a été une croissance pauvre en emplois. Cette fragilité autour de l'emploi a été aggravée par les conséquences des mesures anti-Covid19 ; entre mars et août 2020, près de 70% des pertes d'emploi (temporaires)

ont été liées aux restrictions imposées par ces mesures¹¹⁸.

Comme illustré dans la section du diagnostic Prospérité, la croissance est essentiellement due à des investissements en infrastructure, intensifs en capitaux, mais pas en emploi. Certains de ces travaux (la ligne de chemin de fer Addis Abeba-Djibouti, par exemple) sont exploités par du personnel étranger.

Cependant, les potentiels en emploi des différents secteurs sont mal connus. Lorsque des chiffres de création d'emplois sont avancés, ils sont dérisoires par rapport aux besoins et non-basés sur des études sectorielles appropriées. Ainsi, la Banque Mondiale estime qu'avec une politique des technologies et de l'information et des communications adaptées, le secteur digital pourrait générer 5 000 emplois en 3 ans, soit plus de 3 fois le volume actuel¹¹⁹. Afin de rendre l'économie moins dépendante de l'Ethiopie, la stratégie de diversification économique est basée essentiellement sur l'exploitation du secteur de transbordement et l'expansion des zones franches.

De surcroît, le travail informel est important, représentant environ 43% des emplois, dont 80% sont concentrés dans les activités peu qualifiées du secteur tertiaire. En définitive, ces déséquilibres sont structurels et restreignent la portée des politiques de développement, notamment les politiques de promotion de l'emploi ; ils limitent la capacité du pays à poursuivre un mode de développement durable, contribuant à fragiliser l'économie¹²⁰.

C. Des changements climatiques irréversibles et non anticipés

Comme détaillé ci-dessus (partie Planète), le territoire de Djibouti est naturellement soumis à des conditions climatiques rudes,

caractérisées par un climat aride à semi-désertique qui le rend extrêmement vulnérable à la sécheresse et au manque

¹¹⁸ Banque africaine de Développement, 10 novembre 2020. « Djibouti : la Banque africaine de développement valide la mise à jour du Document de stratégie-pays et son extension jusqu'à 2022 » ; Banque Mondiale, Juin 2018. Résultats de la quatrième enquête djiboutienne auprès des ménages pour les indicateurs sociaux (EDAM4-IS). Ces chiffres sont repris dans l'Annuaire Statistique - Edition 2020 de l'Institut National de la Statistique de Djibouti ;

Banque Mondiale, Septembre 2020. Monitoring the socio-economic impacts of COVID-19 on Djiboutian households. Results from first round of survey

¹¹⁹ World Bank, « Systematic Country Diagnostic: Economic Transformation in Djibouti ».

¹²⁰ World Bank, « Systematic Country Diagnostic : Economic Transformation in Djibouti », 2018.

d'eau. Les précipitations sont faibles et irrégulières, avec une moyenne annuelle d'environ 150 mm qui varie à travers le pays. Depuis 40 ans, le climat de Djibouti suit une très forte variabilité avec un caractère quasi cyclique sur 8 à 10 ans qui se traduit par une alternance de périodes sèches et humides. Cependant, depuis 2013, ce caractère périodique des paramètres climatiques s'est accentué avec un changement assez radical qui présage une irréversibilité surtout pour la température, ce qui montre l'effet du changement climatique.

Les tendances anticipées pour Djibouti sont sérieuses et exposent les populations, urbaines comme rurales, à des risques de bouleversement de leur habitat tels, qu'elles pourraient en venir à grossir les rangs de migration interne. Tout d'abord, une augmentation continue des températures à Djibouti depuis 2014 qui se poursuivrait dans les années à venir, pourrait avoir des rétroactions négatives sur le climat avec des sécheresses plus récurrentes. Ensuite, une augmentation de la température de surface de la mer et une augmentation des événements pluvieux extrêmes risquent de provoquer la multiplication de catastrophes naturelles, telles que des inondations (pluies intenses), le développement de cyclones et la réduction des pâturages, en raison du développement négatif du couvert végétal. Ainsi, la cyclogenèse dans la mer Rouge et le Détroit d'Aden a pris des formes et des dynamiques encore non connues, avec des pluies de type cyclonique pouvant amener 300 mm en quelques heures dans une zone qui normalement n'en reçoit que 150 mm par an.

Enfin, l'analyse des impacts climatiques révèle une raréfaction des ressources

environnementales naturelles, notamment des ressources en eau, des productions végétales, des productions animales, des ressources halieutiques et de la pêche¹²¹.

Ainsi, les populations rurales de Djibouti - et l'importante population pastorale - sont particulièrement menacées par l'aridification croissante et les pénuries d'eau, car elles résident principalement dans les déserts ou les terres marginales, dont les sols sont souvent très érodables et l'approvisionnement en eau limité. Les agropasteurs djiboutiens, tout comme les pasteurs des zones arides d'Afrique, sont de plus en plus marginalisés par la fourniture de services d'approvisionnement en eau qui ne tiennent pas pleinement compte des risques climatiques actuels et prévus.

Le changement climatique risque de limiter considérablement la productivité des cultures agricoles, y compris les fruits et légumes, contribuant ainsi à accroître l'insécurité alimentaire à Djibouti. Le ministère de l'agriculture a estimé une perte annuelle de 4 à 5% des terres arables dans les principales régions agricoles du pays¹²².

Enfin, Djibouti est extrêmement vulnérable aux événements climatiques extrêmes¹²³. À la lumière des changements climatiques décrits ci-dessus et les longues périodes de sécheresse, qui s'accompagnent de la disparition des zones de pâturage et de la raréfaction de l'eau, une concurrence source de conflits entre les communautés est susceptible d'apparaître. Les déséquilibres découlant du changement climatique, des crises de l'eau et de la dégradation de l'environnement posent un risque clair d'instabilité sociale découlant d'une moindre disponibilité des ressources naturelles.

¹²¹ Stratégie nationale de Djibouti en matière de changement climatique. 2017. République de Djibouti, Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement, Direction de l'Environnement et du Développement Durable.

¹²² Programme d'action national d'adaptation. République de Djibouti, ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de

l'Environnement, direction de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

¹²³ Climate Change Knowledge Portal for Development Practitioners and Policy Makers. 2020. World Bank Group.
<<https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>>

8. CONCLUSIONS : DEFIS TRANSVERSAUX ET ACCELERATEURS POUR LE DEVELOPPEMENT

L'analyse des cinq composantes des Objectifs de Développement Durable et des personnes laissées pour compte exige un examen plus approfondi de la complexité des interconnexions des causes sous-jacentes afin d'identifier les défis à caractère transversal qui impactent sur le modèle de développement durable à Djibouti. Cet examen prend également en compte la forte dépendance de Djibouti envers son pays voisin, l'Ethiopie, qui offre d'énormes opportunités mais présente également aussi des risques. Sur la base de ces fondements analytiques et à travers un processus

participatif de réflexion stratégique, l'Equipe-pays des Nations Unies à Djibouti a défini les principaux défis et, pour chaque défi, les possibles leviers qui présentent un fort potentiel d'accélération des progrès sur les cibles les plus déficitaires ainsi que leurs facteurs de blocage. Les défis transversaux retenus, qui sont étroitement interconnectés, interdépendants, et qui demandent des stratégies de développement durable et des approches intersectorielles et concertées, sont les suivants :

Défi 1 : L'accès à l'éducation inclusive, de qualité et son adéquation avec le marché du travail

Malgré les progrès dans l'accès à l'enseignement primaire, moyen et secondaire, il s'est avéré que le taux de chômage parmi les jeunes et les femmes reste très élevé. L'exclusion scolaire en milieu rural persiste et l'abandon scolaire au secondaire est particulièrement élevé pour les filles. Le dividende démographique est insuffisamment exploité et l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi constitue un des blocages majeurs. Ce manque de ressources humaines qualifiées se fait sentir dans le secteur économique, avec un recours à l'expertise expatriée, mais également dans l'administration publique, notamment en dehors de la ville de Djibouti.

Pour une économie basée sur les services avec une population jeune, il est crucial d'investir dans une éducation inclusive afin d'augmenter l'employabilité des jeunes. Ceci requiert le renforcement de compétences, des capacités des organismes de formation professionnelle et la mise en place d'un système d'information du marché du travail opérationnel. Trois leviers accélérateurs ont été identifiés : (i) le renforcement de l'accès au préscolaire, (ii) le renforcement de l'accès à l'éducation de base dans les zones rurales, en particulier pour les filles et (iii) le renforcement des capacités des institutions éducatives pour la formation des enseignant(e)s et des outils pédagogiques.

Défi 2 : La création d'emplois, notamment pour les femmes/jeunes

L'investissement dans une éducation inclusive doit aller de pair avec les politiques de diversification et de formalisation de l'économie. L'élargissement des

opportunités d'emploi ailleurs que dans le service public et la transition d'un secteur informel vers la formalité avec des emplois décents sont une condition sine qua non

d'une base économique plus solide capable de répondre aux attentes d'une population active jeune. Jusqu'à présent, les investissements massifs en infrastructures ont été intensifs en capitaux mais peu en emploi, et l'économie a été tributaire des échanges commerciaux avec l'Éthiopie, avec 75% du commerce du port en provenance ou à destination de l'Éthiopie. Djibouti a bien tiré profit de la forte croissance de l'Éthiopie, mais la baisse éventuelle du commerce - à cause des conflits dans la Corne de l'Afrique - aurait un impact disproportionnel sur Djibouti. Le secteur informel crée une grande partie des emplois, mais ce sont des emplois précaires et souvent peu qualifiés. Le processus de privatisation en cours ouvrira plus d'espaces pour l'entrepreneuriat et la concurrence basée sur la compétitivité et la performance.

Étant donné la très faible intensité en emplois de la croissance djiboutienne, la création de plus d'emplois décents implique d'une part d'adopter une politique volontariste, inclusive et multi-sectorielle de l'emploi en donnant suite, par exemple, à la Déclaration pour l'Emploi de février 2021. D'autre part, cela passe par une économie plus intégrée et plus diversifiée permettant au secteur privé de jouer un rôle prépondérant dans la

croissance économique du pays. Cela va de pair avec le développement du capital humain dans ses aspects de l'éducation de qualité et pour tous, et de l'acquisition de compétences propres aux ambitions d'un hub économique régional. Pour répondre à ces exigences le secteur de la formation professionnelle devrait avoir la capacité de former la majorité des jeunes après leur éducation de base. Quant au système d'information actuel, il est indispensable de le faire passer de son niveau embryonnaire actuel à un niveau permettant l'exécution régulière d'enquêtes et la diffusion de données tant pour les employeurs que pour les demandeurs d'emplois. Finalement, les politiques d'emploi doivent prendre en compte le désintérêt, notamment des jeunes et en milieu rural, à participer dans la vie active.

Les consultations autour du diagnostic économique ont révélé les 4 leviers accélérateurs suivants : (i) le renouvellement de la politique nationale de l'emploi et le renforcement de la gouvernance de l'emploi, (ii) l'amélioration du climat des affaires pour le secteur privé, (iii) les mesures incitatives pour encourager l'entrepreneuriat, surtout pour les secteurs à fort effet d'entraînement sur l'emploi et (iv) l'inclusion financière.

Défi 3 : L'adaptation aux changements climatiques et la gestion de l'accroissement des risques sur la population agro-pastorale

L'augmentation de la température, un climat plus variable avec de longues séquences sèches et une haute concentration de fortes précipitations, des saisons encore plus contrastées entraînant des écosystèmes durablement altérés ou détruits vers l'aridité profonde, la salinisation des terres et des ressources hydriques souterraines. L'accroissement des risques majeurs exacerbe la menace sur la population rurale, notamment la population agro-pastorale et la sécurité alimentaire, dû à la faiblesse de la production agricole qui ne couvre que 10% des besoins, mais le secteur de l'agriculture de subsistance fait vivre environ 32,4% de la population de Djibouti. Le rapport de

Djibouti sur les systèmes alimentaires durables met en exergue les causes de la faiblesse du système alimentaire et nutritionnel et le besoin d'une approche holistique et intersectorielle pour faire face aux conséquences de l'accroissement des risques liés aux changements climatiques.

Les consultations ont mené à identifier les leviers accélérateurs suivants : (i) le renforcement du système d'alerte précoce, des capacités d'anticipation, d'adaptation et de réponse face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles et épidémies, (ii) le renforcement de la

gouvernance environnementale pour la préservation de la biodiversité,

Et (iii) le renforcement des systèmes et des filières de production agro-pastorale et halieutique innovants et résilients.

Défi 4 : Les inégalités territoriales, notamment socio-économiques

Les indicateurs socio-économiques dans le domaine de l'emploi, la santé, l'éducation, la nutrition, l'assainissement et les services publics montrent des inégalités flagrantes entre la ville de Djibouti et les régions. Alors que les sources de la richesse économique, notamment liées au port et les services y afférent, créent peu d'emplois à Djibouti ville, c'est encore pire dans les régions, où l'impact n'est pas visible.

En sus des déficits en matière d'infrastructures et de ressources humaines dans le domaine de la santé, de l'éducation et du manque des investissements dans

l'économie locale, ces régions sont très vulnérables à l'effet des changements climatiques qui menace la vie agro-pastorale. Les leviers pour accélérer le développement durable dans les régions sont les suivants : (i) le renforcement des services publics de base dans les régions ; (ii) le renforcement des capacités humaines et financières au niveau des régions, notamment pour la planification et la mise en œuvre des programmes de développement et (iii) encourager la participation citoyenne dans le développement local et (iv) la création de pôles économiques dans les régions.

Défi 5 : La capacité institutionnelle pour assurer la transparence, la redevabilité et la protection des personnes vulnérables

Afin de mieux diriger le développement du pays, les progrès socio-économiques requièrent le renforcement des capacités institutionnelles de l'administration publique, basées sur l'efficacité, le contrôle, la redevabilité et la transparence.

Les capacités institutionnelles pour assurer la protection des personnes vulnérables, comme celles souffrant des pratiques de mutilation génitales ou la violence basée sur le genre. Les personnes en situation de vulnérabilité extrême dû à la malnutrition aigüe ou aux formes sévères de handicap requièrent un système efficace de protection sociale.

Les consultations de l'équipe pays ont identifié les leviers accélérateurs suivants : (i)

le renforcement du dispositif anti-corruption, de la transparence et la redevabilité des institutions, y compris à travers le renforcement des capacités de gestion des finances publiques, (ii) l'amélioration de l'efficacité des institutions étatiques, y compris le suivi-évaluation, la collecte des données, la génération des statistiques désagrégées et la dissémination des informations, (iii) le renforcement du système judiciaire et de l'accès à la justice, notamment pour les personnes vulnérables, (iv) le renforcement de la participation inclusive de la société civile dans le processus accompagnant la prise de décision et (v) le renforcement des mécanismes de protection des droits humains.

Défi 6 : L'accès aux services de santé de qualité

La crise Covid-19 a montré les faiblesses structurelles du système sanitaire. Les grands défis sanitaires ne se limitent pas à la Covid-19 car les maladies transmissibles comme le paludisme, la tuberculose et le Sida persistent. La population plus démunie a de fortes contraintes à accéder aux services et les efforts de prévention et sensibilisation au niveau communautaire sont à renforcer. Les différents mécanismes existants demandent une approche intersectorielle coordonnée et une capacité de gestion accrue utilisant les nouvelles technologies pour assurer la

performance et l'efficacité du système. L'impact des changements climatiques sur le système sanitaire se fait également sentir dans le secteur de la santé et demande donc une approche intersectorielle et coordonnée.

Les consultations de l'équipe pays ont identifié les leviers accélérateurs suivants : (i) la mise en place d'un système de surveillance, d'alerte et d'information sanitaire, (ii) le renforcement du système de gouvernance du secteur sanitaire et (iii) le renforcement du système de prévention sanitaire et des stratégies communautaires.

ANNEXE A : APERÇU DES INDICATEURS ODD RENSEIGNES

Liste des indicateurs ODD disponibles à Djibouti

Indicateurs mondiaux ODD	Indicateurs nationaux	UNITE	Année	Valeurs	Ministère producteur	Source	Structure productrice
1.2.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil national de pauvreté		%	2017	35,8	INSTAD	EDAM-4	INSD
1.4.2 Proportion de la population adulte totale qui dispose de la sécurité des droits fonciers a) de documents légalement authentifiés et b) qui considère que ses droits sur la terre sont sûrs, par sexe et par type		%	2017	29,4	INSTAD	EDAM-4	INSD
1.4.3 Nombre de certificats d'inscription foncier délivré	oui	nombre	2020	516	ML	ML	ML
1.a.1 Total des dons d'aide publique au développement axés sur la réduction de la pauvreté, tous donateurs confondus, exprimé en proportion du revenu national brut du pays bénéficiaire		%	2018	1,93511	OCDE	sdg	OCDE
2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES)		%	2014	14,5	INSTAD	AGVSAN	
2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans		%	2019	20,9	MS	SMART	INSD
2.2.2 Prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la médiane des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation)		%	2019	10,3	MS	SMART	
2.2.4 Proportion de femmes enceintes vues en consultation prénatales souffrant d'anémie (simple ou sévère)	oui	%	2016	8,69	MS	Annuaire santé 2016	Direction de l'Information sanitaire

2.a.2 Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole	million \$ US	2018	6,97	OCDE	sdg	OCDE
3.1.1 Taux de mortalité maternelle	p.100000	2012	383	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	%	2012	87,4	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.2.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	‰	2012	67,8	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.2.2 Taux de mortalité néonatale	‰	2012	36	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1 000 personnes séronégatives, par sexe, âge et appartenance à un groupe de population à risque	‰	2018	0,57	UNAIDS	sdg	UNAIDS
3.3.2 Incidence de la tuberculose pour 100 000 habitants	p.100000	2018	260	OMS	sdg	WHO Global Tuberculosis Report 2019 (http://www.who.int/tb/data/)
3.3.3 Incidence du paludisme pour 1 000 habitants	‰	2018	35,20855	OMS	sdg	World Malaria Report
3.3.4 Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	p.100000	2015	600	OMS	sdg	Based on serosurveys at city, subnational or national level. World Health Organisation (WHO).
3.3.5 Nombre de personnes pour lesquelles des interventions contre les maladies tropicales négligées sont nécessaires	nombre	2018	110561	MS	OMS, estimation	OMS
3.7.1 Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale	%	2012	22	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.7.2 Taux de natalité chez les adolescentes (15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge	‰	2012	20,6	INSTAD	EDSF	INSTAD
3.8.1 Indice de couverture des services de santé essentiels (Proportion de la population cible bénéficiant de la couverture des services de santé essentiels) (0 à 100)	indice	2017	47	OMS	Tracking universal health coverage: 2019 Global Monitoring Report	OMS
3.c.1 Nombre de médecins pour 10000 habitants	p.10000	2020	1,54	MS	Annuaire sanitaire	MS
3.c.2 Nombre d'infirmiers pour 10000 habitants	p.10000	2020	5,07	MS	Annuaire sanitaire	MS
3.c.3 Nombre de sages-femmes pour 10000 femme en âge de procréer (15 - 49 ans)	p.10000 FAP	2020	10,74	MS	Annuaire sanitaire	MS
3.d.1 Application du Règlement sanitaire international (RSI) et degré de préparation aux urgences sanitaires	%	2019	32	OMS	Estimations OMS	OMS

4.1.2.a Taux d'achèvement premier cycles de l'enseignement secondaire		%	2020	57,5	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.2.b Taux d'achèvement deuxième cycles de l'enseignement secondaire		%	2020	37,6	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.3.a Taux brut de scolarisation au primaire, par sexe	oui	%	2020	89,6	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.3.b Taux brut de scolarisation premier cycle du secondaire, par sexe	oui	%	2020	70,9	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.4.a Taux net de scolarisation au primaire, par sexe	oui	%	2017	75	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
4.1.4.b Taux net de scolarisation premier cycle du secondaire, par sexe	oui	%	2015	66	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
4.1.5.a Taux brut d'admission au primaire, par sexe	oui	%	2020	96,2	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.5.b Taux brut d'admission premier cycle du secondaire, par sexe	oui	%	2020	79,7	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.1.2 Taux d'achèvement primaire, par sexe		%	2020	72,9	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.2.2 Taux de participation à des activités d'apprentissage organisées (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire), par sexe		%	2020	13,3	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.2.3 Taux brut de scolarisation au préscolaire, par sexe	oui	%	2020	15,4	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1 Indices de parité (femmes/hommes) dans l'accès au primaire			2020	91	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.a Indices de parité (femmes/hommes) dans l'accès au premier cycle secondaire			2020	0,88	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.b Indices de parité (femmes/hommes) dans la participation au préscolaire			2020	0,9	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.c Indices de parité (femmes/hommes) dans la participation au primaire			2020	0,9	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.d Indices de parité (femmes/hommes) dans la participation au premier cycle secondaire			2020	0,89	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.e Indices de parité (femmes/hommes) dans la participation au second cycle secondaire			2020	0,93	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.f Indices de parité (femmes/hommes) dans l'achèvement au primaire			2020	0,91	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.g Indices de parité (femmes/hommes) dans l'achèvement au premier cycle secondaire			2020	0,93	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
4.5.1.h Indices de parité (femmes/hommes) dans l'achèvement au second cycle secondaire			2020	0,94	MENFOP	Annuaire	Direction Statistique
5.2.1 Proportion de femmes et de filles âgées de 15 - 49 ans ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel		%	2019	12,6	INSTAD et MFF	EVFF, p53	INSTAD et MFF

ou un ancien partenaire, par forme de violence et par âge						
5.3.2 Proportion de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant subi une mutilation ou une ablation génitale, par âge	%	2019	70,7	INSTAD	EVFF	INSTAD et MFF
5.5.1.a Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux	%	2019	24,6	MFF	Annuaire statistique genre	DESPSE
5.5.1.b Proportion de sièges occupés par des femmes dans les administrations locales	%	2019	28,9	MFF	Annuaire statistique genre	DESPSE
5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction	%	2019	24,8	MFF	Annuaire statistique genre	DESPSE
5.a.2 Le pays est doté d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres		2002	0	MFF	Code de la famille	MFF
6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	%	2017	90	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
6.2.1 Proportion de la population utilisant des toilettes améliorées	%	2017	12,4	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
6.2.2 Proportion de la population utilisant les moyens appropriés pour se débarrasser des ordures	%	2017	77,6	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
6.2.3 Proportion de ménages possédant un dispositif de lavage de mains avec de l'eau et du savon	%	2017	51,7	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
6.a.1 Montant de l'aide publique au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics	million \$ US	2018	36,96802	OCDE	sdg	OCDE
7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité	%	2017	60,2	INSTAD	EDAM-4	INSD
7.1.3 Prix moyen du Kwh (Franc Djibouti)	francs Djibouti	2019	54	MERN	MERN	EDD
7.1.4 Pertes sur le réseau techniques et non techniques en proportion de la production	%	2017	10,34	MERN	MERN	EDD
8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et situation au regard du handicap	%	2017	47	INSTAD	EDAM-4	INSTAD
8.8.2 Niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national, eu égard aux textes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale (Score 0 (Bon) à 10 (Mauvais)), par sexe et statut migratoire	Score (0 à 10 (mauvais))	2017	10	ILO	Estimation ILO	ILO

8.10.1.a Nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes	%	2020	8,12	MEFI	PND 2020-2024 et World Population Prospects 2019		
8.10.1.b Nombre de distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes	%	2020	13,818	MEFI	PND 2020-2024 et World Population Prospects 2019		
9.1.2.a Nombre de passagers transportés (transport aérien)	passager	2019	426854	MET	Annuaire	Direction statistique	
9.1.2.b Volume de fret transportés (transport aérien)	tonne	2019	8416	MET	Annuaire	Direction statistique	
9.1.2.c Mouvement des navires au port	nombre	2019	1839	MET	Annuaire	Direction statistique	
9.1.2.d Volume du trafic (transport maritime)	tonne métrique	2019	16324484	MET	Annuaire	Direction statistique	
9.2.1.a Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB	%	2018	4,024	INSTAD	Annuaire	INSTAD	
9.2.1.b Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière par habitant	francs djiboutien	2018	21331	INSTAD	Annuaire	INSTAD	
9.2.2 Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	%	2019	8,4697854	ANPI	ANPI	INSTAD	
9.a.1 Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures	Million \$ US	2018	39,93722	OCDE	OCDE	OCDE	
9.c.1 Proportion de la population ayant accès à un réseau mobile, par type de technologie	%	2019	42,607572	MCPT	Annuaire INSTAD t World Population Prospects 2019	Djibouti Télécom	
10.2.2 Proportion de femmes de 15-49 ans ni en emploi ni en formation ayant créé une activité génératrice de revenu au cours des 12 mois précédents, par âge et situation au regard du handicap	oui	Nombre	2019	(261)	MFF	Fiche de suivi direction	DESPSE
10.b.1 Montant total des ressources allouées au développement, par pays bénéficiaire et donateur et type d'apport (aide publique au développement, investissement étranger direct et autres)	Million \$ US	2018	171,61939	OCDE	sdg	OCDE	
11.1.2 Pourcentage de la population vivant dans les quartiers identifiés comme des bidonvilles dans la capitale Djibouti	%	2020	18	ML	ML	ML	
12.4.1.a Nombre de parties à la Convention de Bâle sur les déchets dangereux et autres produits chimiques	%	2020	100	MUET	MUET	MUET	
12.4.1.b Nombre de parties au Protocole de Montréal sur les déchets dangereux et autres produits chimiques	%	2020	100	MUET	MUET	MUET	
12.4.1.c Nombre de parties à la Convention de Rotterdam sur les déchets dangereux et autres produits chimiques	%	2020	100	MUET	MUET	MUET	

12.4.1.d	Nombre de parties à la Convention de Stockholm sur les déchets dangereux et autres produits chimiques		%	2020	100	MUET	MUET	MUET
12.4.1.e	Nombre de parties à la Convention de Minamata sur le Mercure		%	2020	100	MUET	MUET	MUET
12.4.1.f	Nombre de parties à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires du 2 novembre 1973 complétée par le protocole de 1978 (MARPOL 73/78) et ses Annexes I et II		%	2020	50	MUET	MUET	MUET
12.4.1.g	Nombre de parties à la Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (Intervention 1969)		%	2020	100	MUET	MUET	MUET
12.4.1.h	Nombre de parties à la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90)		%	2020	50	MUET	MUET	MUET
13.2.1	Le pays a prévu des contributions déterminées au niveau national, des stratégies à long terme, des plans nationaux d'adaptation ou des stratégies, tel qu'il ressort des communications relatives à l'adaptation et des communications nationales ("0: Aucune contribution", "1: Communication présentée au niveau national ou international", "2: Elaboration/adoption d'une stratégie nationale sur les changements climatiques", "3: Elaboration d'un plan d'action climat/adaptation aux changements climatiques")			2018	1	MUET	DEDD	DEDD
13.b.1	Nombre d'appuis reçus dans le cadre de planification et de la gestion face aux changements climatiques		Nombre	2017	4	MUET	DEDD	DEDD
14.2.1	Superficie de mangrove nettoyée	oui	ha	2016	40	MUET	DEDD	DEDD
14.2.2	Nombre arbres de palétuviers (Avicennia marina et Rhizophora)	oui	unité	2016	100000	MUET	DEDD	DEDD
14.5.1	Surface des aires marines protégées (en ha)	oui	ha	2019	83535	MUET	DEDD	MUET
14.5.2	Surface des aires marines protégées, en proportion de la surface totale		%	2018	6,2	IUCN et UNEP-WCMC	World Database on Protected Areas (WDPA)	IUCN et UNEP-WCMC
14.b.1	État d'avancement de la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs (0: Pas de politique/cadre;		score	2020	0	MAEPERH	MAEPERH	MAEPERH

1: Processus d'élaboration; 2: Politique élaborée et adoptée; 3: Politique opérationnalisée)							
14.c.1 Nombre de convention ratifié par le pays relatifs à l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	oui	nombre	2020	5	MUET	DEDD	DEDD
14.c.2 Nombre de cadre législatif, administratif et politique mise en place par le pays relatif à l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	oui	nombre	2020	3	MUET	DEDD	DEDD
15.1.1 Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre		%	2020	0,2502157	FAO	sgd	FAO, Global Forest Resources Assessment and FAOSTAT
15.1.3 Nombre des Aires Terrestres Protégées	oui	nombre	2020	6	MUET	DEDD	DEDD
15.1.4 Superficie des sites importants pour la biodiversité terrestre	oui	ha	2020	680	MUET	DEDD	DEDD
15.5.1 Indice de la Liste rouge		indice	2020	0,807	BirdLife International and IUCN	sdg	BirdLife International and IUCN
15.9.1.a Le pays a établi des objectifs nationaux conformément ou de manière semblable à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs		Nombre	2019	2	MUET	DEDD	DEDD
15.a.1.a Aide publique au développement consacrée à la préservation et à l'exploitation durable de la biodiversité		Million \$ US	2018	9,09778	OCDE		OCDE
15.a.1.b Produits générés et fonds mobilisés par les instruments économiques en rapport avec la biodiversité		Million \$ US	2018	9,09778	OCDE		OCDE
16.9.1 Proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant été enregistrés par une autorité d'état civil, par âge		%	2012	92,6	INSTAD	EDSF	INSTAD
17.3.1.a Investissements étrangers directs, en proportion du revenu national brut		Million \$ US	2018	265	UNCTAD, FDI/MNE database	www.unstad.org/fdistatistics	sdg
17.3.2 Volume des envois de fonds de travailleurs migrants (en dollars des États-Unis) en proportion du PIB total		%	2018	1,9946	WDI (World Development Indicators)	WDI (World Development Indicators)	WDI (World Development Indicators)
17.4.1 Service de la dette en proportion des exportations de biens et services		%	2017	10,78893	WDI (World Development Indicators)	WDI (World Development Indicators)	WDI (World Development Indicators)

17.6.1 Abonnements à une connexion à Internet à haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion ⁵	%	2019	24,760235	MPCT	Annuaire INSTAD et World Population Prospects 2019	Djibouti Télécom
17.9.1 Valeur en dollars de l'aide financière et technique promise aux pays en développement (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire)	%	2018	28,32714	OCDE	OCDE	OCDE
17.18.2 Le pays est doté d'une législation nationale relative à la statistique conforme aux Principes fondamentaux de la statistique officielle		2020	Oui	INSTAD	Loi statistique	INSTAD
17.19.1 Valeur (en dollars) de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement	\$ US	2018	178493,18	PARIS21	2019 Partner Report on Support to Statistics (PRESS)	PARIS21
17.19.2.a Le pays a ont procédé à au moins un recensement de la population et du logement au cours des 10 dernières années (1. Oui et 0. Non)		2020	Non	INSTAD	INSTAD	INSTAD
17.19.2.b Le pays a ont atteint un taux d'enregistrement des naissances de 90 pour cent (1. Oui et 0. Non)		2020	Non	INSTAD	INSTAD	INSTAD
17.19.2.c Le pays a atteint un taux d'enregistrement des décès de 75 pour cent (1. Oui et 0. Non)		2020	Non	INSTAD	INSTAD	INSTAD

ANNEXE B : LISTE DES ACRONYMES

AMISOM	African Union Mission in Somalia	MENA	Middle East and North Africa
ANPH	Agence Nationale pour les Personnes Handicapées	MFF	Ministère de la Femme et de la Famille
ARV	Antirétroviral	MGF	Mutilations Génitales Féminines
BAD	Banque Africaine de Développement	MINUSCA	United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission In The Central African Republic
BM	Banque Mondiale	MODA	Multiple Overlap Deprivation Analysis
CCA	Common Country Analysis	MONUSCO	United Nations Organization Stabilization Mission In the Democratic Republic of Congo
CEA	Commission Economique pour l'Afrique	NEET	Not in Employment, Education or Training
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes	ODA	Official Development Assistance
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens	ODD	Objectifs de Développement Durables
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa	OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
CPDN	Contribution Prévue Déterminée au niveau National	ONEAD	Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
CRDPH	Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées	OOSC	Out Of School Children
CRRF	Comprehensive Refugee Response Framework	PANA	Programme d'Action National d'Adaptation
DISED	Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques	PIB	Produit Intérieur Brut
DSR	Détermination du Statut de Réfugié	PMA	Pays les Moins Avancés
ECOSOC	Economic and Social Council	PME/I	Petites et Moyennes Entreprises / Industries
EDAM	Enquête Djiboutienne Auprès des Ménages	PND	Plan National de Développement
ENV	Examen National Volontaire	PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
EPIP	Evaluation des Politiques et Institutions du Pays	PRI	Pays à Revenu Intermédiaire
EPU	Examen Périodique Universel	PZB	Programme Zéro Bidonvilles
FPU	Formed Police Unit	RPP	Rassemblement Populaire pour le Progrès
FRUD	Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie	RTD	Radio et Télévision de Djibouti
FSD	Fonds Souverain de Djibouti	SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
ICI	Inclusion, Connectivité, Institutions	SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
IDE	Investissements directs étrangers	SNCC	Stratégie Nationale sur les Changements Climatiques
IDH	Indice du Développement Humain	TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
IGAD	Autorité Intergouvernementale sur le Développement	UDT	Union Djiboutienne du Travail
IGF	Inspection Générale des Finances	UNFD	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes
INFF	Integrated National Financing Framework	VIH	Virus de l'immunodéficience Humaine
INSTAD	Institut National de la Statistique de Djibouti	ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine
IPM	Indice de la Pauvreté Multidimensionnelle		